

# UNE PLANÈTE DIVISÉE ?

## L'OPINION MONDIALE FACE AU CHANGEMENT CLIMATIQUE

**Obs'COP 2023**

Observatoire international  
Climat et Opinions Publiques





# UNE PLANÈTE DIVISÉE ?

## L'OPINION MONDIALE FACE AU CHANGEMENT CLIMATIQUE

**Obs'COP 2023**

MÉTHODOLOGIE .....	6
<b>CHANGEMENT CLIMATIQUE: L'OPINION MONDIALE FACE À SES CONTRADICTIONS</b> .....	<b>8</b>
<b>DANS UN MONDE INSTABLE ET SOUMIS À L'INFLATION, QUELLE PLACE POUR L'ENVIRONNEMENT ET LE CLIMAT EN 2023?</b> .....	<b>9</b>
L'environnement: inquiétude et priorité ne coïncident pas forcément	
La priorité environnementale renforce sa domination sur la croissance économique	
Alors qu'il est concurrencé par d'autres périls environnementaux au Sud, le climat s'installe comme la priorité des pays occidentaux	
La préoccupation face au changement climatique ne progresse pas néanmoins	
<b>QUAND LES CATASTROPHES SE MULTIPLIENT, LE CHANGEMENT CLIMATIQUE S'IMPOSE COMME UNE RÉALITÉ</b> .....	<b>13</b>
Constaté par 80% de la population mondiale, le changement climatique n'est pas perçu avec la même intensité dans les pays du Nord et du Sud	
Les fortes chaleurs marquent les esprits sur toute la planète	
Les Français sont aussi marqués par les canicules et les sécheresses que les Marocains, les Espagnols ou les Turcs	
L'accumulation des faits, plus que les faits eux-mêmes, imposent l'évidence du changement climatique	
<b>FACE AUX CATASTROPHES ACTUELLES, UNE PALETTE DE RÉACTIONS, DE L'ANGOISSE À LA RELATIVISATION</b> .....	<b>16</b>
Conséquences futures du changement climatique: 40% de la population mondiale relativise encore	
La vulnérabilité n'entraîne pas une plus grande lucidité	
L'éco-anxiété touche 30% des habitants dans le monde	
Le climatocépticisme persiste chez une partie de la population	
<b>LA PEUR DE DEVOIR QUITTER SON LIEU D'HABITATION ET D'ÊTRE CONFRONTÉ AUX MIGRATIONS CLIMATIQUES</b> .....	<b>20</b>
Être contraint au départ à cause du climat	
Migrations climatiques: des perspectives plutôt sombres	
<b>MALGRÉ UNE RÉTICENCE DE PLUS EN PLUS FORTE À RENONCER À LEUR MODE DE VIE, LES CITOYENS-CONSOMMATEURS ESSAIENT DE CHANGER LEURS HABITUDES</b> .....	<b>22</b>
Changer de mode de vie: une injonction de moins en moins efficace	
Sans exonérer les citoyens, c'est aux gouvernements d'agir	
Des pratiques de consommation minoritaires, mais qui évoluent dans le bon sens	
Les Français poursuivent leurs efforts qui sont plus marqués qu'ailleurs	
Une information toujours incomplète	
<b>POLITIQUES CLIMATIQUES: LES MARGES DE MANŒUVRE DES GOUVERNANTS SE RÉTRÉCISSENT, LA FRANCE SE CRISPE</b> .....	<b>27</b>
Mesures contraignantes: une acceptabilité problématique dans les pays développés	
Sur la voiture, la France se raidit encore davantage que les Européens	
Transport aérien, routes, habitat: changer de modèle?	
Politiques d'adaptation: peu de visibilité pour l'instant, sauf en Asie	
Production d'électricité: les renouvelables demeurent consensuels, le nucléaire confirme son retour en grâce	
<b>CONCLUSION</b> .....	<b>33</b>

**AVANT-PROPOS**

**E**n 2019, EDF a créé l'Observatoire international Climat et Opinions Publiques (Obs'COP), une enquête d'opinion d'ampleur inédite confiée à Ipsos et menée dans 30 pays sur cinq continents, comptant les deux tiers de la population mondiale et parmi lesquels figurent les plus importants émetteurs de CO<sub>2</sub>. EDF réalise ainsi chaque année un état des lieux international des opinions, connaissances, attentes et niveaux d'engagement face au changement climatique.

Lors de la vague 2022, dans un contexte marqué par l'inflation, l'installation de l'enjeu climatique en tête des préoccupations environnementales, mais également la progression du climatocépticisme, nous avons proposé à plus d'une vingtaine de chercheurs en sciences sociales et politiques d'analyser différentes thématiques de l'enquête ou les résultats d'un pays en particulier. Le fruit de leurs travaux avait été regroupé dans l'ouvrage *Une planète mobilisée? L'opinion mondiale face au changement climatique*.

Cette année, nous vous proposons un document de synthèse des principaux résultats de cette vague 2023, qui intègre notamment une nouvelle thématique: celle des migrations climatiques.

Plus que jamais, notre volonté est d'enrichir le débat en proposant une matière utile à tous ceux qui défendent la cause climatique.



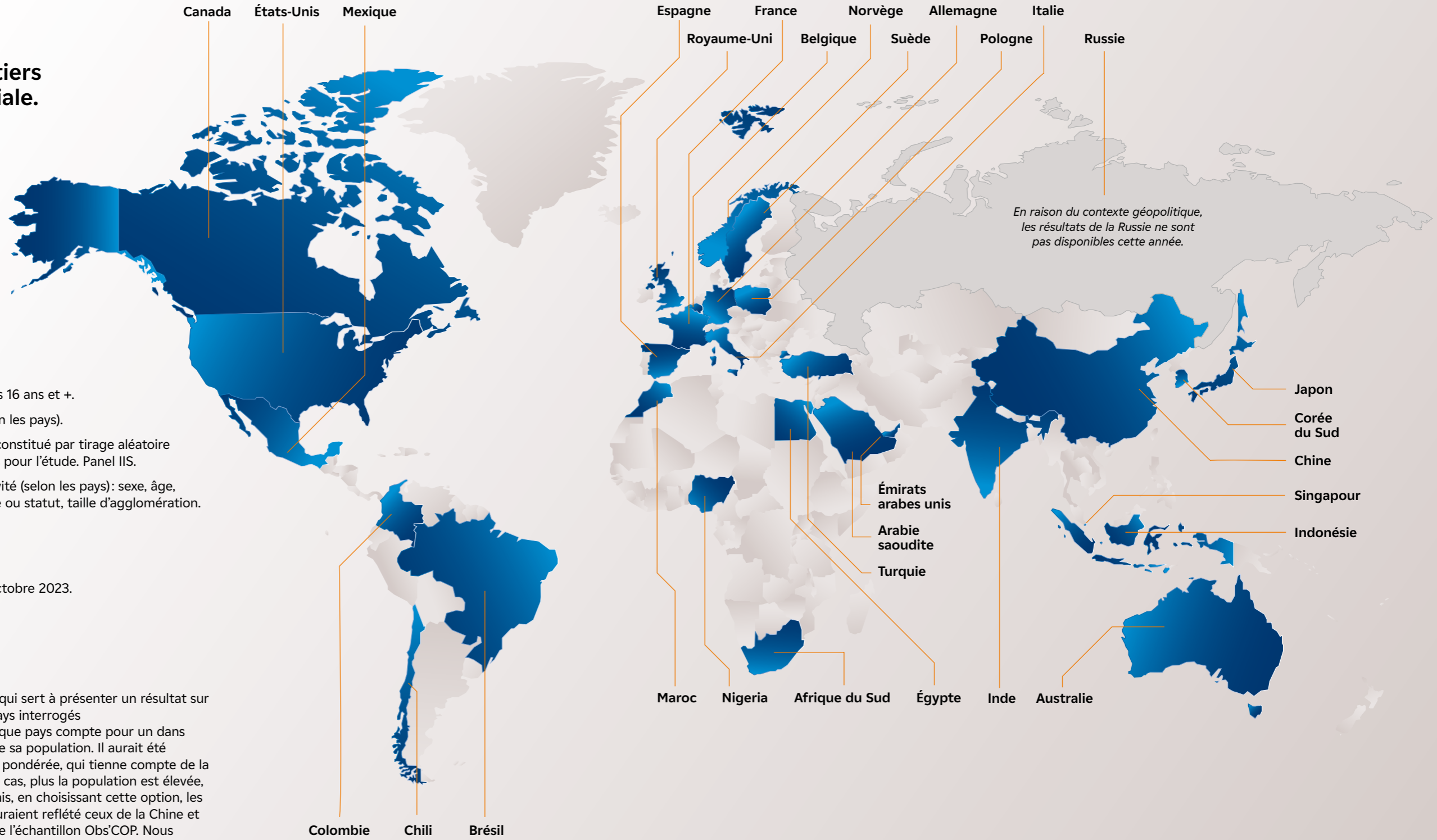
**Didier Witkowski**  
Directeur des études  
EDF - DirCom Groupe

**SOMMAIRE**

# Méthodologie

## 29 pays interrogés sur 5 continents, représentant les deux tiers de la population mondiale.

Les pays ont été sélectionnés sur la base de leurs émissions en CO<sub>2</sub>, leur localisation géographique ou leur valeur d'exemplarité dans la lutte contre le changement climatique.



### Échantillon

- Population cible: hommes / femmes 16 ans et +.
- 23 433 individus (500 ou 1 000 selon les pays).
- Tirage de l'échantillon: échantillon constitué par tirage aléatoire dans la base des panélistes éligibles pour l'étude. Panel IIS.
- Critères et sources de représentativité (selon les pays): sexe, âge, région, profession, catégorie sociale ou statut, taille d'agglomération.

### Collecte de données

- Dates de terrain: du 16 août au 2 octobre 2023.
- Mode de recueil: *online*.

### Moyenne globale

Dans l'enquête, la moyenne globale qui sert à présenter un résultat sur l'ensemble de l'échantillon des 29 pays interrogés est une moyenne arithmétique. Chaque pays compte pour un dans cette moyenne, indépendamment de sa population. Il aurait été possible de présenter une moyenne pondérée, qui tient compte de la population de chaque pays: dans ce cas, plus la population est élevée, plus elle « pèse » sur la moyenne. Mais, en choisissant cette option, les résultats d'ensemble de l'enquête auraient reflété ceux de la Chine et de l'Inde, les pays les plus peuplés de l'échantillon Obs'COP. Nous présentons donc une moyenne arithmétique globale des opinions publiques nationales.

# Changement climatique : l'opinion mondiale face à ses contradictions

**E**n 2023, le réchauffement climatique s'est encore amplifié. Sécheresses en Europe, vagues de chaleur en Asie ou méga-feux au Canada, cet emballement a été confirmé par une étude scientifique publiée dans *Earth System Science Data*, en juin 2023<sup>1</sup>, par un groupe international d'une cinquantaine de scientifiques de renom. L'accélération du phénomène surprend même ces spécialistes, ce qui devrait donner lieu à un sursaut de mobilisation sans précédent. Et pourtant...

Ces mêmes spécialistes du climat s'offusquent régulièrement de ce qu'ils considèrent comme une cécité de la part des gouvernants, voire d'un « double jeu »<sup>2</sup>, alors que l'urgence transparaît toujours plus clairement de leurs équations. La Cop 28 sera l'occasion du premier bilan mondial de l'action climatique depuis les accords de Paris de 2015, mais Valérie Masson-Delmotte prévient déjà que « le rythme et l'ampleur de l'action pour le climat ne sont pas aujourd'hui suffisants pour limiter

*l'intensification des risques liés au changement climatique* »<sup>3</sup>.

Cependant, les scientifiques ont sans doute sous-estimé les résistances que les mesures de réduction des émissions de carbone allaient susciter dans les populations elles-mêmes, tétanisant parfois les gouvernants, comme ce fut le cas avec les gilets jaunes en France. Ainsi, ne serait-il pas tentant d'accuser également les populations d'une sorte de « double jeu » en voulant préserver leur mode de vie ? voire de faire passer l'écologie après d'autres enjeux ? De ne pas sanctionner leurs gouvernants sur la question climatique ?

C'est évidemment toute cette complexité des sociétés humaines que cette enquête essaie d'éclairer, en décrivant une opinion mondiale plus tiraillée que jamais entre les angoissés et les optimistes, les volontaires et les attentistes, le Nord et le Sud, sans compter les contradictions qui traversent chaque individu.

1. FORSTER Piers M. *et al.* « Indicators of Global Climate Change 2022: annual update of large-scale indicators of the state of the climate system and human influence ». *Earth System Science Data*. 2023, vol. 15: 2295-2327. En ligne : <<https://doi.org/10.5194/essd-15-2295-2023>>

2. GRANDJEAN Alain, HENRY Claude et JOUZEL Jean. « La planification écologique vue par Jean Jouzel, Alain Grandjean et Claude Henry », *Le Monde*. 2023. En ligne : <[https://www.lemonde.fr/idees/article/2023/10/01/la-planification-ecologique-vue-par-jean-jouzel-alain-grandjean-et-claude-henry-loin-d-etre-coherents-nos-dirigeants-politiques-pratiquent-sans-complexite-l-art-du-double-jeu\\_6191898\\_3232.html](https://www.lemonde.fr/idees/article/2023/10/01/la-planification-ecologique-vue-par-jean-jouzel-alain-grandjean-et-claude-henry-loin-d-etre-coherents-nos-dirigeants-politiques-pratiquent-sans-complexite-l-art-du-double-jeu_6191898_3232.html)>

3. GARRIC Audrey. « Le réchauffement planétaire s'accroît à un rythme sans précédent », *Le Monde*. 2023. En ligne : <[https://www.lemonde.fr/planete/article/2023/06/08/le-rechauffement-planetaire-resultant-des-activites-humaines-atteint-un-nouveau-record\\_6176706\\_3244.html](https://www.lemonde.fr/planete/article/2023/06/08/le-rechauffement-planetaire-resultant-des-activites-humaines-atteint-un-nouveau-record_6176706_3244.html)>

## DANS UN MONDE INSTABLE ET SOUMIS À L'INFLATION, QUELLE PLACE POUR L'ENVIRONNEMENT ET LE CLIMAT EN 2023 ?

### ■ L'environnement: inquiétude et priorité ne coïncident pas forcément

Il existe deux manières classiques de mesurer l'importance d'un problème: en absolu, le degré d'inquiétude qu'il suscite; en relatif, la place qu'il occupe parmi d'autres inquiétudes.

Si on examine d'abord le degré de préoccupation des publics face à « la situation de l'environnement » à l'aide d'une échelle graduée de 0 à 10, on constate que 39 % de la population mondiale se situe sur les deux échelons les plus hauts. Mais la dispersion importante des réponses par pays traduit en fait des degrés d'inquiétude très différents entre les pays du Sud, dont plus de 50 % expriment cette très forte préoccupation (Colombie: 65 %, Indonésie: 62 %, Mexique: 60 %...), et des pays du Nord qui se situent presque tous sous la barre des 35 %. Ces scores n'ont que très peu évolué depuis 2022.

Quand on examine maintenant la place qu'occupe l'environnement parmi d'autres priorités, on mesure là aussi une moyenne proche de 40 % (42 % exactement) de la population qui désigne ce thème parmi ses priorités, certes loin derrière l'inflation qui domine nettement (63 %), mais à un niveau qui le place au-dessus de la délinquance, de l'éducation ou de l'immigration.

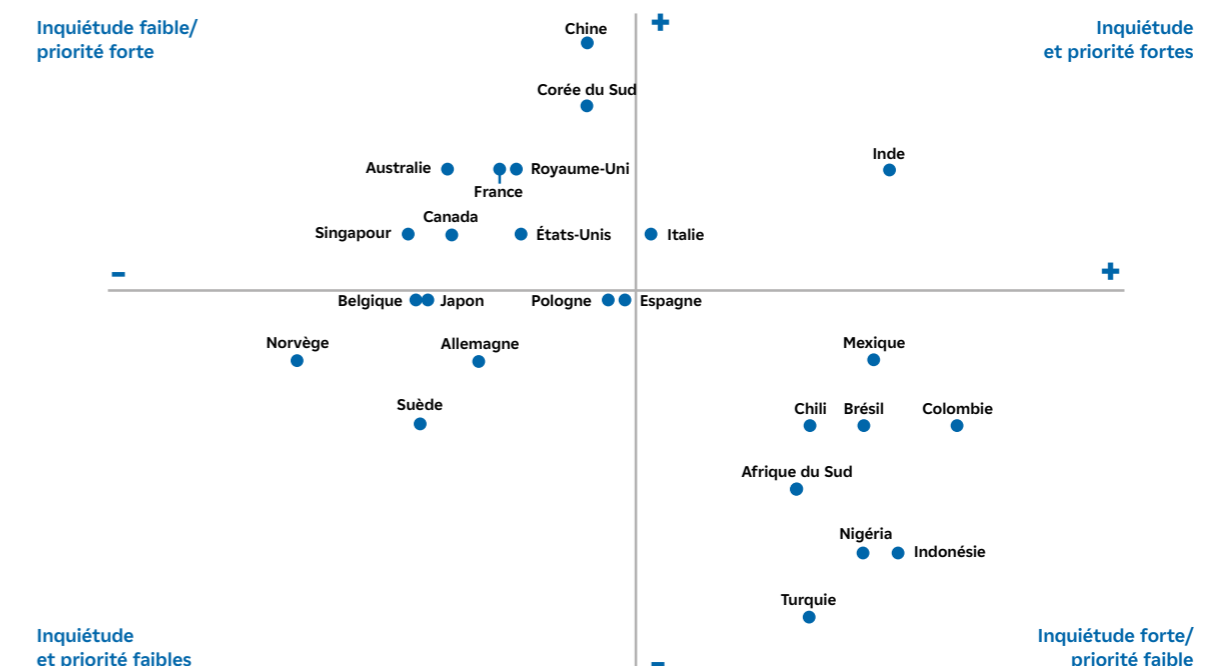
Ce qui frappe est l'absence de concordance entre les deux indicateurs: ici, ce sont les pays du Nord (Europe et Amérique) et une partie de l'Asie qui placent l'environnement dans le Top 5 de leurs préoccupations, et non les pays du Sud. Autrement dit, on peut être très inquiet face à la situation environnementale mais considérer qu'il y a d'autres priorités (au Sud) ou à l'inverse, placer très haut la priorité environnementale sans être extrêmement inquiet (au Nord) (Fig. 1). On ne dénote qu'une seule exception: l'Inde, qui est à la fois très inquiète et qui fait de l'environnement sa troisième priorité (après le chômage et la corruption).

On notera qu'en Europe, toutefois, l'environnement régresse de la 3<sup>e</sup> à la 5<sup>e</sup> place, car il est concurrencé par des thématiques montantes: la santé, la délinquance et les conflits armés. C'est notamment le cas en France, où la délinquance, la santé et l'immigration progressent d'environ 7 points. On observe, à l'inverse, une progression en Asie (42 %, + 3 points), mais essentiellement parce que le coronavirus a quitté le haut du classement (de 51 % à 32 %).

**Fig. 1. La question environnementale: inquiétude et priorité selon les pays**

Q. Parmi cette liste, quels sont les sujets qui vous préoccupent le plus ? (plusieurs réponses possibles)  
Q. Dans quelle mesure la situation de l'environnement vous préoccupe-t-elle ou non ? « Très inquiets (note 9-10) »

2023 (EN %)  
Base : À tous



**L'inflation est la première préoccupation dans le monde. Mais l'environnement reste un thème majeur, notamment en Occident.**

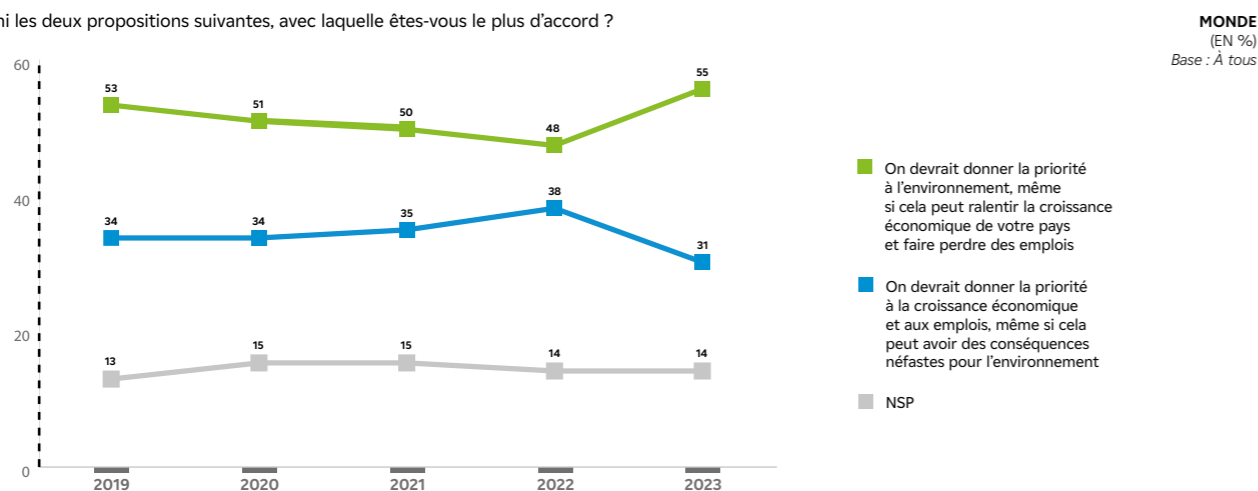
## La priorité environnementale renforce sa domination sur la croissance économique

Le dilemme entre la priorité environnementale et la priorité à la croissance et aux emplois est très présent dans le débat public des sociétés développées. L'idée selon laquelle il y a une incompatibilité entre croissance et environnement interroge aujourd'hui bien au-delà des cercles écologistes. Confrontée à ce dilemme, une majorité de répondants (55%) choisit l'environnement, contre 31% privilégiant la croissance (Fig. 2). C'est une véritable inversion de tendance en faveur de l'environnement, car

ce choix ne cessait de baisser depuis 2019 au profit de la croissance. Il dépasse même son score le plus haut de 2019. Peut-être que les emplois et la croissance pèsent plus faiblement, en 2023, qu'une perspective de baisse des prix, qui est la véritable attente de toute la population, contribuant ainsi à renforcer le choix environnemental. C'est au minimum un signe supplémentaire de la résistance de l'environnement comme enjeu de société.

Fig. 2. L'évolution de la priorité donnée à l'environnement ou à la croissance

Q. Parmi les deux propositions suivantes, avec laquelle êtes-vous le plus d'accord ?



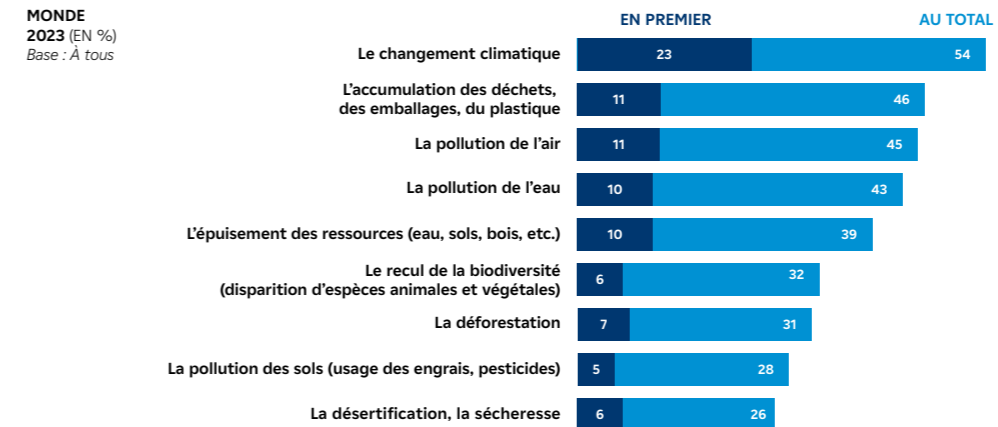
## Alors qu'il est concurrencé par d'autres périls environnementaux au Sud, le climat s'installe comme la priorité des pays occidentaux

Les écarts entre les différentes priorités environnementales se réduisent, montrant ainsi une forte concurrence des périls environnementaux. Mais le climat reste en tête (54%), devant trois sujets liés à la pollution: celles des déchets, de l'air et de l'eau (entre 43% et 46%) (Fig. 3).

La plupart des pays citent le climat dans une proportion variant entre 40% et 60%, ce qui montre bien le niveau de consensus existant autour du sujet<sup>4</sup>.

Fig. 3. La hiérarchie des préoccupations environnementales

Q. Quels sont, parmi la liste suivante, les problèmes liés à l'environnement que vous jugez les plus préoccupants dans votre pays ? (quatre réponses possibles)



Néanmoins, si l'on examine les réponses par pays — et surtout la première réponse citée, plus indicative de la priorité environnementale des populations —, on s'aperçoit que le changement climatique occupe deux statuts différents:

- Celui de principale priorité environnementale, essentiellement dans les pays occidentaux et en Asie. Le taux de citation du climat y est important, notamment en première citation. Si l'on retient arbitrairement un taux minimum de 25%, on y trouve le Japon (45%), la Corée du Sud (37%), le Canada (35%) et le Royaume-Uni (35%). Certains sont même connus pour être relativement climatosceptiques (Australie, Norvège, Suède, États-Unis). La France et la Belgique n'y figurent pas, mais de peu.
- Celui de priorité parmi d'autres, essentiellement en Amérique du Sud, en Afrique et au Moyen-Orient. Le climat n'atteint jamais 20% de première citation, et les diverses pollutions (air, eau, déchets) apparaissent comme des périls au moins aussi importants pour les habitants de ces pays.

Cette géographie des périls environnementaux, on le

verra, ne correspond pas à celle de la perception des effets du changement climatique. En effet, les pays du Sud, notamment l'Amérique du Sud, déclarent assister aux effets du réchauffement de façon plus intense qu'au Nord. Et pourtant, le climat a du mal à émerger à côté de problèmes de pollution majeurs, même s'ils sont aggravés par la dégradation du climat. Il ne mobilise pas un groupe de citoyens focalisés sur ce thème et ayant une taille critique suffisante.

En Occident et en Asie, la situation est tout autre. Non seulement l'environnement figure plus nettement parmi les priorités des populations, mais plus d'un quart d'entre elles pense que le climat est la mère de toutes les batailles écologiques. Contrairement aux idées reçues, cette avant-garde pro-climat n'est pas plus jeune que la moyenne, ni plus féminine. Elle n'est pas particulièrement favorable à un changement radical de la société, mais elle est plutôt réformatrice. En revanche, elle est plus diplômée et, en Europe et en Amérique du Nord, elle participe davantage à la vie publique, que ce soit par le vote ou par des actions comme le boycott, la pétition ou la manifestation.

**En Occident et en Asie, le climat est la mère de toutes les batailles écologiques.**

## ■ La préoccupation face au changement climatique ne progresse pas néanmoins

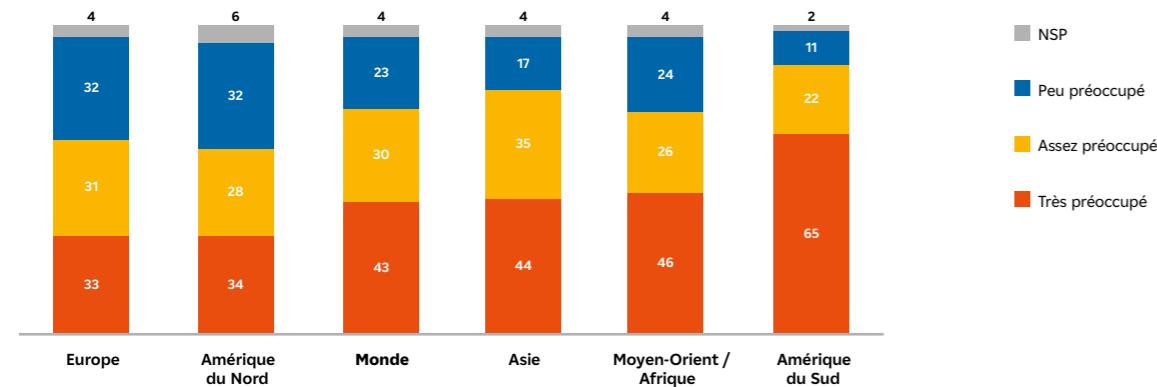
L'inquiétude est mesurée dans l'enquête à l'aide d'une question notée de 0 à 10, et en regroupant les réponses en trois groupes: très préoccupé (9-10), assez préoccupé (7-8) et peu préoccupé (0-6). Cette année, 43% de la population mondiale se dit très préoccupée, 30% assez et 23% peu (Fig. 4), soit un résultat équivalent à celui de 2022, première année où la question a été posée. L'inquiétude n'a donc pas progressé depuis l'année dernière.

La répartition géographique de l'inquiétude est très contrastée, et elle correspond en tout point à celle de la vague précédente: l'inquiétude culmine en Amérique du Sud, est forte en Asie et en Afrique, et est plus modérée en Europe et en Amérique du Nord. Là encore, aucune évolution par zone n'apparaît.

Fig. 4. Le degré de préoccupation envers le changement climatique

Q. Dans quelle mesure le changement climatique vous préoccupe-t-il ou non ?

2023 (EN %)  
Base : À tous



### POUR RÉSUMER

- **Les pays du Nord, voire d'Asie,** continuent à déclarer leur attention à l'environnement compte tenu du niveau de développement de leur économie, et ce, malgré la crise inflationniste, la pression des thématiques sécuritaires ou migratoires, en Europe particulièrement. Dans ces pays, **la lutte contre le changement climatique est considérée comme la priorité absolue. Mais la croissance économique reste un acquis** auquel les gens ne veulent pas renoncer, cherchant à concilier celle-ci avec l'environnement.
- **Dans les pays du Sud,** l'environnement influe sans doute plus négativement sur la vie quotidienne qu'au Nord, compte tenu du niveau des infrastructures et du niveau de vie plus faible des populations. Pour autant, **le chômage, la criminalité ou la corruption minent ces pays à un point qui renvoie l'environnement à un statut secondaire.** De même pour le climat, dont les conséquences peuvent être dramatiques, mais qui pâtit d'une concurrence des pollutions, lesquelles, pour le moment, paraissent plus urgentes à endiguer.
- **Le niveau de préoccupation individuelle face au climat est élevé,** puisque 43% se situent sur les deux échelons les plus hauts de l'échelle d'inquiétude. Mais on ne mesure pas d'évolution en un an sur cet indicateur, qui décrit toujours l'Amérique du Sud comme la plus préoccupée, à l'inverse de l'Europe et de l'Amérique du Nord.

## QUAND LES CATASTROPHES SE MULTIPLIENT, LE CHANGEMENT CLIMATIQUE S'IMPOSE COMME UNE RÉALITÉ

### ■ Constaté par 80% de la population mondiale, le changement climatique n'est pas perçu avec la même intensité dans les pays du Nord et du Sud

Depuis le début de notre enquête, près de 80% de la population mondiale (78% en 2023) déclare constater, dans sa région, les effets du changement climatique (Fig. 5). Ce constat s'impose fortement dans les pays du Sud, un peu moins dans ceux du Nord, et il n'a pas évolué en cinq ans; ce qui n'est guère surprenant pour un score aussi élevé.

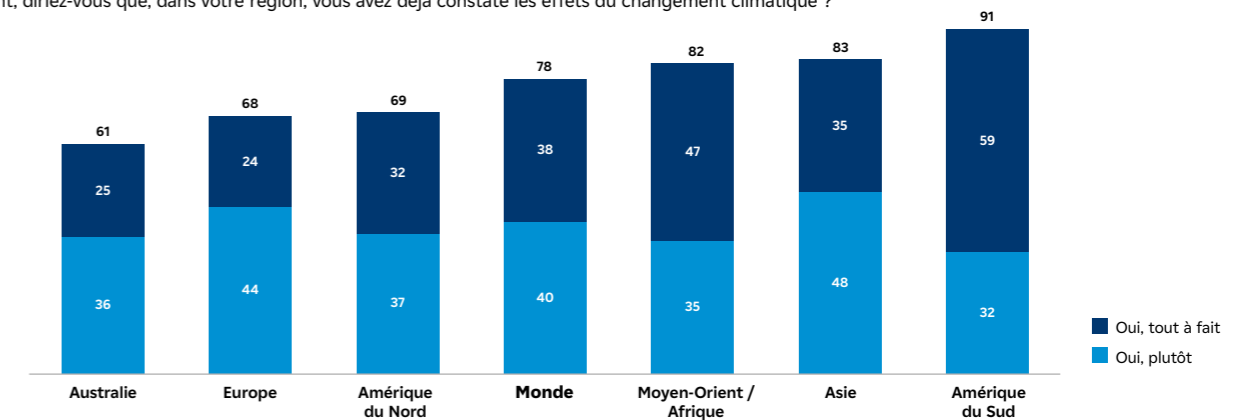
On sera plus étonné s'agissant de l'intensité du constat – ceux qui voient « tout à fait » ces effets, 38% – qui

s'accroît de seulement trois points depuis 2019 (de 35% à 38%); ce qui n'est guère cohérent avec l'accélération réelle des manifestations du changement climatique dans le monde. De ce point de vue, l'hémisphère Nord est nettement moins sensible aux effets du changement que l'hémisphère Sud, avec une intensité de ressenti variant du simple au double entre, par exemple, l'Europe (24%) et l'Amérique du Sud (59%).

Fig. 5. Les effets constatés du changement climatique dans sa région

Q. Globalement, diriez-vous que, dans votre région, vous avez déjà constaté les effets du changement climatique ?

2023 (EN %)  
Base : À tous



Les fortes chaleurs sont devenues le signe universel du changement climatique.



## ■ Les fortes chaleurs marquent les esprits sur toute la planète

C'est d'autant plus étonnant que, lorsqu'on recense en détail les phénomènes climatiques dont sont témoins les interviewés, on ne constate pas de différence majeure entre les continents. Qu'il s'agisse des tempêtes, des inondations ou des sécheresses, l'expérience des populations est assez homogène. Dans l'ensemble, ce sont les canicules ou fortes chaleurs qui marquent le plus les habitants (63%, Fig. 6). L'hémisphère Sud et l'Asie sont particulièrement concernés, le changement climatique se traduisant principalement par un réchauffement des températures.

Dans une moindre mesure, le sentiment d'une indifférenciation des saisons est une autre idée assez partagée (41%), qui peut être la conséquence du réchauffement des hivers. Les autres phénomènes paraissent moins fréquents ou plus localisés, car ils sont expérimentés concrètement par moins d'un tiers des répondants.

On notera la prépondérance de certains phénomènes dans quelques pays: les grands incendies au Canada, au Chili et en Turquie (mais pas en France, pourtant durement touchée en 2022); l'assèchement des rivières en Pologne, en Inde, en Afrique du Sud, au Maroc et en Turquie; les inondations en Norvège et au Nigeria...

Fig. 6. Les événements environnementaux subis

Q. Là où vous habitez, avez-vous subi, ces dernières années, les phénomènes suivants? (plusieurs réponses possibles)

	Monde	Afrique/ Moyen-Orient	Amérique du Nord	Amérique du Sud	Asie	Australie	Europe	Dont: France
Canicules	63%	68%	57%	73%	67%	47%	56%	72%
Dérèglement des saisons	41%	45%	34%	43%	38%	36%	41%	44%
Tempêtes	32%	33%	38%	28%	33%	34%	30%	24%
Sécheresses	30%	31%	22%	34%	25%	28%	34%	50%
Inondations	29%	32%	24%	29%	35%	34%	24%	15%
Baisse de l'eau dans les rivières	29%	34%	23%	35%	24%	21%	30%	38%
Grands feux de forêt	20%	23%	31%	29%	17%	29%	13%	13%

## ■ Les Français sont aussi marqués par les canicules et les sécheresses que les Marocains, les Espagnols ou les Turcs

L'Europe se distingue peu de la moyenne mondiale et des autres zones géographiques. La France, en revanche, apparaît comme très atypique, très marquée par les canicules et les sécheresses: respectivement 72% et 50% des Français déclarent les avoir constatées là où ils habitent (contre 56% et 34% des Européens), soit une expérience qui les rapproche des Marocains, des Espagnols ou des Turcs. De fait, la France est le pays ayant connu la plus forte hausse de la température terrestre en 2022. Elle est, en Europe, celle qui a connu le plus grand nombre d'années consécutives de hausses de températures (36 années), derrière l'Italie et Malte (38)<sup>5</sup>.

L'étude montre un autre phénomène: la capacité d'oubli des populations. Alors que la question posée insiste pour recenser les phénomènes subis «ces dernières années», les réponses sont en réalité influencées par l'année la plus récente. Ainsi, pour la France (mais on constaterait la même chose dans d'autres pays), l'expérience des inondations passe de 22% à 15%, et la baisse de l'eau dans les rivières de 51% à 38%, entre 2022 et 2023. Effectivement, avec les pluies du printemps et d'une partie de l'été cette année, les fleuves et rivières en France n'ont pas revécu les étiages de 2022. L'expérience vécue n'a donc pas une valeur pédagogique incontestable. À moins qu'elle ne se répète?

5. LIMB Lottie et YANATMA Servet. « 2023, année record: à quelle vitesse les pays européens se réchauffent-ils? », euronews. 2023. En ligne: <<https://fr.euronews.com/green/2023/09/12/2023-année-record-a-quelle-vitesse-les-pays-europeens-se-rechauffent-ils>>

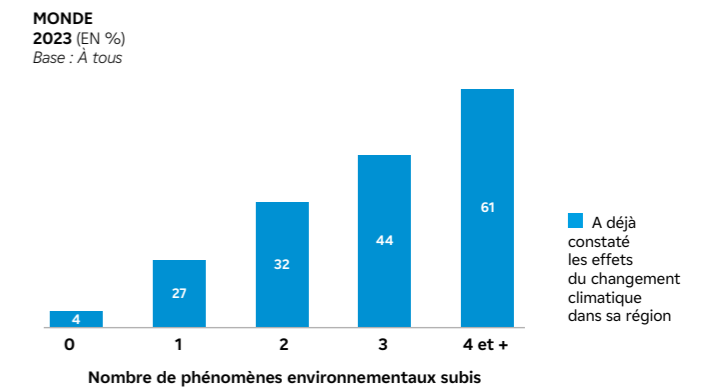
## ■ L'accumulation des faits, plus que les faits eux-mêmes, imposent l'évidence du changement climatique

Y a-t-il des phénomènes qui symbolisent davantage le changement climatique aux yeux des populations, et qui stimulent davantage le sentiment d'être «tout à fait» confronté à ce phénomène? Pas vraiment: les personnes ayant assisté aux différents événements estiment de la même manière être confrontées aux conséquences du réchauffement. En revanche, l'accumulation des événements est un vrai facteur de prise de conscience. En effet, les personnes déclarant être témoins de deux événements (et, *a fortiori*, trois, quatre ou plus) ressentent avec plus d'intensité («tout à fait») le changement climatique: 4% quand elles n'ont constaté aucun événement, 27% pour un seul, 32% pour deux, 44% pour trois et 61% pour quatre et plus (Fig. 7). La variable géographique ne joue pas: on retrouve cette relation partout, autant au Nord qu'au Sud. C'est bien l'accumulation des catastrophes qui crée le sentiment de confrontation au changement climatique.

Le lien entre les catastrophes naturelles et le changement climatique ne fait d'ailleurs plus de doute. La population mondiale, lorsqu'elle est témoin de ces événements, est quasi unanime (89%) à considérer que les canicules, incendies ou inondations sont bien provoqués ou aggravés par le changement climatique. Dans aucun pays, ce score ne descend en dessous de 75%.

Fig. 7. Les effets constatés du changement climatique en fonction du nombre de phénomènes environnementaux subis

Q. Globalement, diriez-vous que, dans votre région, vous avez déjà constaté les effets du changement climatique? «Oui, tout à fait»  
Q. Là où vous habitez, avez-vous subi, ces dernières années, les phénomènes suivants? (plusieurs réponses possibles)



Dans ces conditions, la confrontation à un réel de plus en plus catastrophique devrait stimuler la crainte du changement climatique partout sur la planète. Or, ce n'est pas tout à fait ce qui se produit.

### POUR RÉSUMER

- Bien que ces effets se fassent sentir sur l'ensemble de la planète, **le changement climatique ne semble pas marquer les habitants de l'hémisphère Nord avec autant d'intensité que ceux des pays du Sud**. Pourtant, les perceptions des événements climatiques sont très homogènes: les fortes chaleurs sont ressenties partout.
- **Les Français sont particulièrement marqués par les canicules et les sécheresses**. Mais il semblerait que leur mémoire soit assez sélective et ne retienne que les catastrophes les plus récentes.
- Au niveau mondial, **c'est davantage l'accumulation des catastrophes que leur nature qui suscite l'inquiétude**. Un acquis, enfin: celles-ci sont partout attribuées au changement climatique.





# FACE AUX CATASTROPHES ACTUELLES, UNE PALETTE DE RÉACTIONS, DE L'ANGOISSE À LA RELATIVISATION

Malgré le statut qu'accordent les citoyens à l'environnement et au climat, mais aussi la constatation des catastrophes climatiques, on ne mesure pas une seule manière de réagir face à l'évidence du réchauffement.

## ■ Conséquences futures du changement climatique: 40% de la population mondiale relativise encore

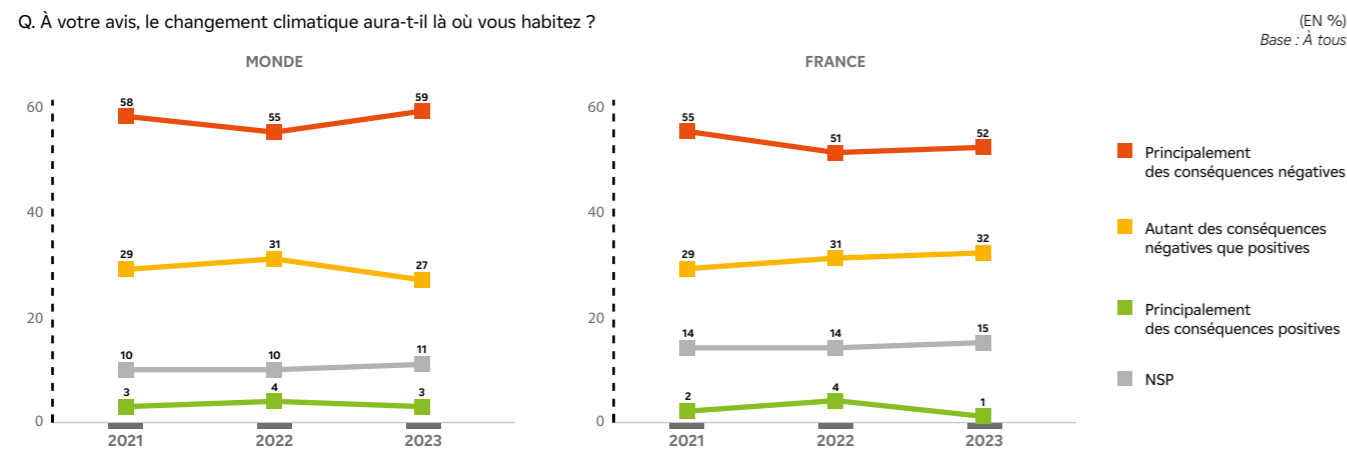
Un des résultats qui n'a cessé de nous surprendre depuis les débuts de cette enquête, est le fait que, pour environ 40% des habitants de la planète, le changement climatique n'aura pas que des conséquences négatives: en 2023, 27% estiment qu'on peut en attendre autant de bonnes que de mauvaises, 3% n'anticipent même que des effets positifs, et 11% ne savent que répondre. À l'inverse, 59% estiment que le réchauffement n'aura principalement que des effets négatifs (Fig. 8).

L'Europe, l'Amérique du Nord et l'Australie sont les lieux où l'on relativise le plus ces effets. Dans certains pays, le doute est même majoritaire (Suède, Norvège, États-Unis, Allemagne et Belgique). En France, l'alarmisme est majoritaire, mais de peu: 52% (+ 1 point). En revanche, en

Amérique du Sud, au Japon, en Afrique, en Turquie et en Espagne, la cause est entendue pour plus de 65%: rien de bon n'est attendu du changement climatique.

À l'échelle mondiale, le relativisme régresse de 4 points cette année, mais il s'agit, en réalité, d'un retour aux résultats de 2021 et pas d'une véritable tendance<sup>6</sup>. Autrement dit, malgré l'intensification des signes du changement climatique, ses conséquences négatives ne font toujours pas consensus dans une partie de la population mondiale (moins de 60% dans 17 pays sur 29). L'inquiétude progresse néanmoins fortement (8 points et plus) en Turquie, au Brésil, en Égypte, en Chine, aux Émirats arabes unis, au Japon et en Norvège.

Fig. 8. L'évolution des conséquences anticipées du changement climatique sur le lieu de vie



6. Avant 2021, les items proposés étaient plus exclusifs: il fallait choisir entre des conséquences «seulement» positives, «seulement» négatives (contre «principalement» aujourd'hui) ou «à la fois positives et négatives». Mais les réponses étaient d'un niveau comparable: les anticipations non négatives s'élevaient alors à 47% en 2019, et 49% en 2020.

## ■ La vulnérabilité n'entraîne pas une plus grande lucidité

On pourrait tout de même se demander si l'évaluation plus négative portée par les habitants des pays du Sud ne repose pas sur une exposition plus fréquente aux catastrophes climatiques, tandis que les pays européens ou nord-américains se sentiraient davantage préservés. Pour vérifier cette hypothèse, nous avons eu recours à l'indice IRC<sup>7</sup> (Indice mondial des risques climatique) de GermanWatch, qui analyse et classe dans quelle mesure les pays et les régions ont été affectés par les impacts des événements climatiques extrêmes liés au climat, entre 2000 et 2019<sup>8</sup>.

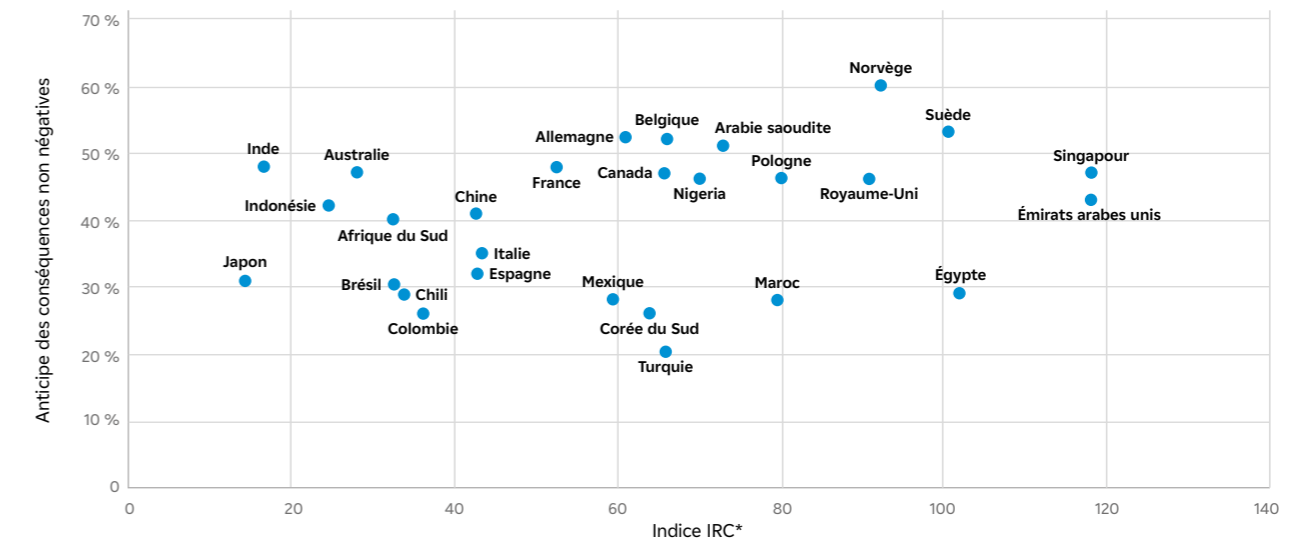
Lorsqu'on étudie la corrélation par pays entre les anticipations négatives du changement climatique déclarées par la population et l'indice IRC, on constate une ab-

sence de lien entre les deux facteurs. Nous avons déjà constaté ce même phénomène avec le nombre de catastrophes vécues, mais, même lorsqu'on utilise un indicateur comme l'IRC qui renseigne sur leurs conséquences économiques et humaines, on ne constate quasiment pas de corrélation (0,28, Fig. 9). Ainsi, le Japon et l'Inde, qui figurent parmi les pays les plus affectés par les catastrophes depuis 10 ans, réagissent très différemment: le Japon est très pessimiste sur les conséquences futures du changement climatique (69%), tandis que les Indiens se montrent plus partagés (52%). À niveau de vulnérabilité égal, comme la Norvège et l'Égypte ou la Turquie et la Belgique, les conséquences attendues diffèrent nettement.

Fig. 9. Corrélation entre la vulnérabilité au changement climatique et ses conséquences attendues

Q. À votre avis, le changement climatique aura-t-il, là où vous habitez : « Principalement des conséquences positives » ou « Autant des conséquences négatives que positives » ou « Ne sait pas »

2023 Base : À tous



\* L'indice IRC donne les valeurs les plus grandes aux pays résistant le mieux aux catastrophes climatiques. Le Japon et l'Inde sont donc des pays très vulnérables; Singapour et les Émirats arabes unis sont, à l'inverse, très résilients.

Autrement dit, la vulnérabilité aux catastrophes vécues depuis 10 ans n'incite pas les populations à craindre davantage leurs effets à l'avenir. Et pour cause, cette vulnérabilité ne stimule pas non plus le sentiment de subir les

effets du changement climatique aujourd'hui: la corrélation est très faible entre l'IRC et le sentiment de subir «tout à fait» les effets du climat (- 0,29).

7. L'indice IRC ne se contente pas de recenser ces événements: il évalue leur impact en termes humains et économiques pour chaque pays (le nombre de pertes totales causées par les phénomènes météorologiques, le nombre de décès, les dommages assurés et les dommages économiques totaux). S'il n'est pas un indice exhaustif de la vulnérabilité des pays au sens du GIEC (la vulnérabilité est définie par le GIEC (2014) comme «la propension ou prédisposition à être affecté négativement. La vulnérabilité englobe une variété de concepts et d'éléments incluant la sensibilité ou la susceptibilité d'être blessé et un manque de capacité à s'adapter et à s'en sortir»), puisqu'il ne prend pas en compte les événements de temps long (l'élévation du niveau des mers, par exemple), il reflète bien ce qu'une population perçoit des effets concrets des événements climatiques à l'échelle d'un pays ou d'une région. «Global Climate Risk Index 2021: Who suffers Most from Extreme Weather Events?», Germanwatch. 2021. En ligne: <https://www.germanwatch.org/fr/19777>

8. La collecte et l'analyse des données mondiales sont fournies par le NatCatSERVICE de MunichRe, première compagnie de réassurance au monde.

**36 % des habitants dans le monde sont climatosceptiques, une proportion qui stagne plus qu'elle ne régresse.**

## ■ L'éco-anxiété touche 30 % des habitants dans le monde

Globalement, l'inquiétude est le sentiment le plus partagé sur la planète face au changement climatique : 63 % déclarent la ressentir, 33 % ressentent de la peur et 30 % de l'angoisse, tandis que 16 % ressentent du doute, 7 % de l'indifférence et 6 % de la sérénité (les personnes pouvaient choisir plusieurs sentiments).

L'angoisse climatique, à l'échelle mondiale, concerne donc 30 % de la population. Examinons d'abord sa répartition géographique par grandes zones. C'est en Asie que ce sentiment est ressenti le plus largement : quasiment une personne sur deux. À l'inverse, l'Europe et l'Amérique du Sud sont les zones où les angoissés sont les moins nombreux.

On décrit souvent les jeunes générations comme sujettes

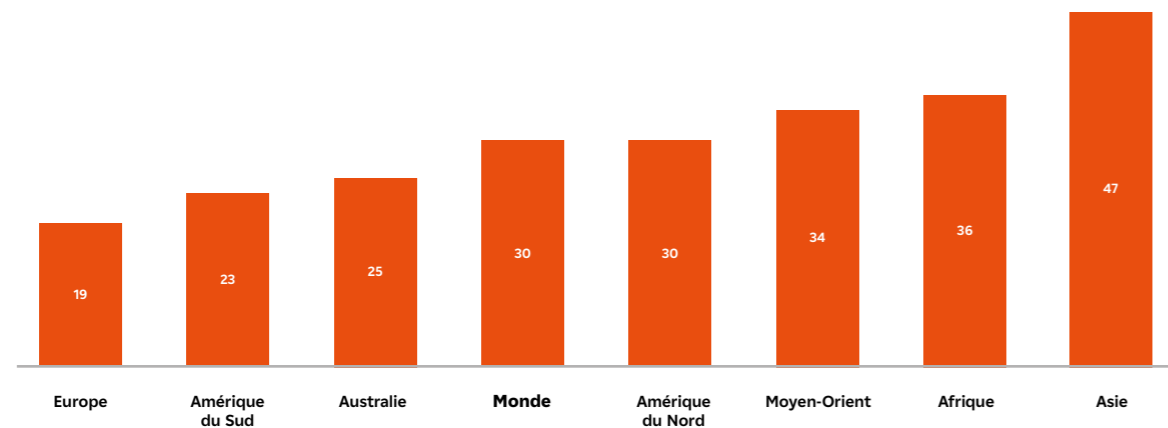
à l'éco-anxiété, notamment en France. Dans notre enquête, à l'échelle mondiale, ce ne sont pas les jeunes qui apparaissent plus angoissés, ce sont surtout les plus vieux qui le sont moins. Autrement dit, le niveau d'anxiété ne varie pas entre 16 et 65 ans (32 %), et diminue ensuite (24 %). Si maintenant on essaie de déterminer où se trouve la génération des moins de 25 ans la plus angoissée, on la trouve incontestablement en Asie (46 %), puis en Amérique du Nord (35 %), mais beaucoup moins en Europe (23 %, Fig. 10).

Les angoissés se distinguent des non-angoissés par une conscience plus vive des effets du changement climatique (55 % contre 30 % les ont constatés « tout à fait ») et ils sont davantage persuadés (79 % contre 51 %) que ceux-ci seront négatifs.

Fig. 10. L'angoisse ressentie vis-à-vis du changement climatique

Q. Quand vous pensez au changement climatique, que ressentez-vous ? « De l'angoisse »

2023 (EN %)  
Base : À tous



## ■ Le climatoscepticisme persiste dans une partie de la population

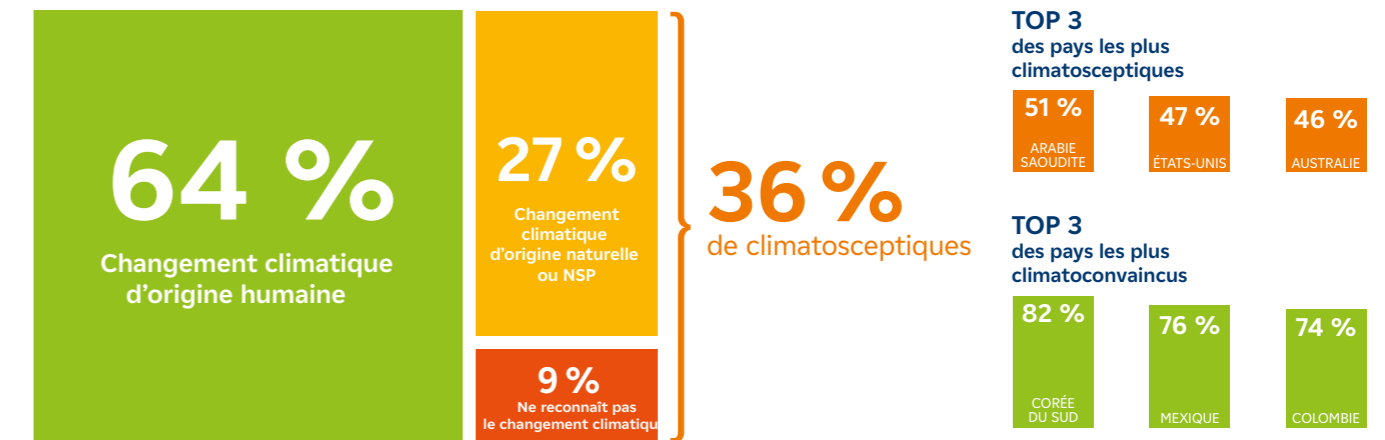
Nous avons alerté, en 2022, sur la montée continue du climatoscepticisme dans sa version « soft », c'est-à-dire l'attribution plus fréquente du changement climatique à la nature plutôt qu'aux activités humaines (sa négation même restant plus marginale). Les partisans de l'explication humaine représentaient toujours une large majorité (63 %), mais leur part avait baissé de 6 points en quatre ans, les sceptiques progressant d'autant.

En 2023, cette tendance est stoppée, et le scepticisme recule (modestement : 1 point, Fig. 11). On pourra, au choix, se féliciter de ce recul, malgré l'intense propagande climatosceptique sur des réseaux sociaux de moins en moins modérés, ou s'inquiéter de ne pas voir régresser davantage la négation d'une évidence scientifique.

Fig. 11. Les origines du changement climatique

Q. Vous-même, diriez-vous que nous sommes en train de vivre un changement climatique ?  
Q. Et concernant ce changement climatique dont on entend parler, diriez-vous :

MONDE  
2023  
Base : À tous



Nous constatons encore, cette année, l'absence de lien entre le nombre de catastrophes vécues localement depuis 10 ans ou la vulnérabilité des pays, et leur résistance au climatoscepticisme. Peut-être — mais ce n'est qu'une hypothèse — parce qu'au fur et à mesure que les catastrophes se multiplient, les origines humaines paraissent plus lointaines, sans lien direct avec ce qui pourrait apparaître comme un dérèglement de la nature elle-même<sup>9</sup>.

Il est tout de même étonnant de constater que, dans des pays plutôt pauvres à forte vulnérabilité au changement climatique, comme l'Inde, le Nigéria ou l'Afrique du Sud, un climatoscepticisme assez élevé (respectivement 35 %, 42 % et 36 %) s'oppose logiquement à ce que ces pays demandent soutien et réparation aux pays occidentaux, au nom des émissions de CO<sub>2</sub> émises depuis les débuts de l'ère industrielle.

### POUR RÉSUMER

- L'intensification des catastrophes climatiques provoque quelques infléchissements des indicateurs d'anxiété face à l'avenir, mais pas dans des proportions qui inversent les rapports de force :
  - 40 % de la population mondiale, surtout dans les pays du Nord, continue d'être partagée sur les conséquences futures du changement climatique ;
  - 43 % sont très inquiets, notamment dans les pays du Sud, mais ce taux n'a pas progressé depuis un an.
- La vulnérabilité des pays aux conséquences des catastrophes climatiques est intimement ressentie par les habitants, puisqu'elle stimule leur niveau d'inquiétude face au phénomène. Pour autant, la vulnérabilité au changement climatique n'influe pas sur la crainte de ses conséquences futures, comme si leur relativisation servait de mécanisme de défense.
- Le climatoscepticisme stagne plus qu'il ne régresse. Là aussi, il prospère autant parmi les pays vulnérables que parmi les pays plus résilients. Il n'est peut-être plus aussi crucial de s'en alarmer quand on constate qu'il a peu d'influence sur les attitudes des populations.
- L'éco-anxiété touche 30 % des habitants dans le monde. Elle concerne davantage les Asiatiques ou les Américains que les Européens.

9. Notons que les climatosceptiques s'opposent au « dérèglement climatique » en arguant que le climat n'a jamais été régulé...

## LA PEUR DE DEVOIR QUITTER SON LIEU D'HABITATION ET D'ÊTRE CONFRONTÉ AUX MIGRATIONS CLIMATIQUES

Malgré le relativisme d'une partie de la population, des craintes s'expriment quand on sollicite les interviewés sur la question des migrations climatiques.

### ■ Être contraint au départ à cause du climat

À la question «Pensez-vous que vous serez contraint, compte tenu du changement climatique, de changer de lieu d'habitation d'ici à 10 ans?», un habitant de la planète sur dix (11%) déclare que ce sera certainement le cas. La réponse surprend par son ampleur car, même si elle n'est pas forcément synonyme d'émigration, elle suppose tout de même un changement contraint du lieu de vie. Ajoutons 24% qui y pensent comme une probabilité, et on obtient plus d'un tiers de la population mondiale (35%) qui estime possible un tel départ forcé.

Ce pourcentage cache d'énormes disparités, et donc un sentiment de vulnérabilité très différent entre l'Europe, où seulement 18% envisagent cette perspective,

ou l'Amérique du Nord (23%), et les pays de l'hémisphère Sud qui sont 50% à envisager un départ forcé. Certaines populations se sentent particulièrement vulnérables: deux tiers des Indiens craignent de devoir partir de chez eux dans les 10 ans qui viennent, et un tiers est même certain que cela arrivera. En Égypte, au Brésil, en Colombie et en Turquie, 20% des habitants en sont certains également.

En France, sans atteindre des taux aussi dramatiques, ce sont tout de même 8% qui sont certains de devoir déménager dans les 10 ans qui viennent, et 15% qui l'envisagent comme une probabilité (ce qui n'est pas négligeable).

### ■ Migrations climatiques: des perspectives plutôt sombres

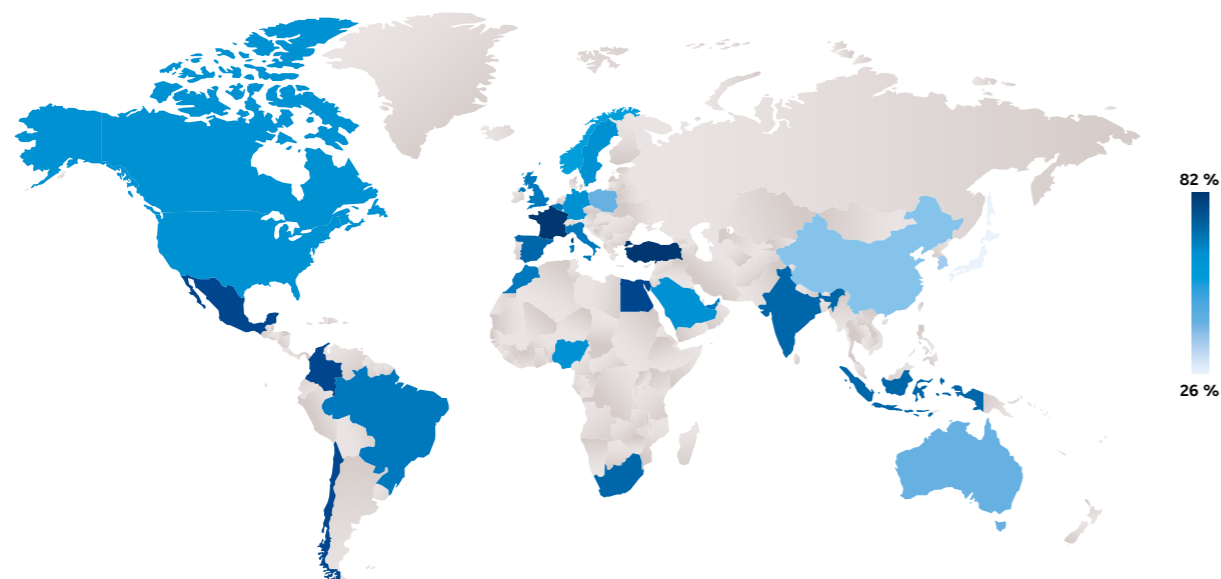
La perspective, dans les années qui viennent, de «faire face à un grand nombre de migrants qui fuiront les conséquences du changement climatique dans leur pays» est une certitude pour 21% des habitants de la planète, et une probabilité pour 43%, soit un risque sérieux pour 64%. Aucun pays ne s'imagine à l'abri, mis à part le Japon (26%), traditionnellement fermé à l'im-

migration, ou la Corée du Sud (40%). À l'inverse, la France fait partie des pays qui s'attendent le plus certainement à l'arrivée de migrants climatiques sur leur sol (32%), derrière la Turquie (42%), mais devant l'Italie (25%) ou les États-Unis (22%), et à égalité avec l'Inde, qui sera confrontée avant tout à des migrations intérieures, des côtes vers l'intérieur du pays (Fig. 12).

Fig. 12. Immigration climatique dans son pays: le pronostic

Q. Pensez-vous que, dans les années qui viennent, votre pays va faire face à un grand nombre de migrants qui fuiront les conséquences du changement climatique dans leur pays? « Certainement » ou « Probablement »

2023  
Base: À tous



Les futurs migrants climatiques risquent de trouver porte close. En effet, la plupart des pays interrogés ne manifestent pas une forte volonté de les accueillir. 39% des interviewés sont prêts à les accueillir tous ou en grand nombre, mais 30% préféreraient un petit nombre seulement, et 13% n'en veulent aucun (18% ne répondent pas à la question). Six pays seulement ont des majorités accueillantes: le Brésil, l'Égypte, les Émirats arabes unis, le Nigeria, l'Arabie saoudite et l'Inde (Fig. 13). Pour certains d'entre eux (Brésil, Inde), les migrants à

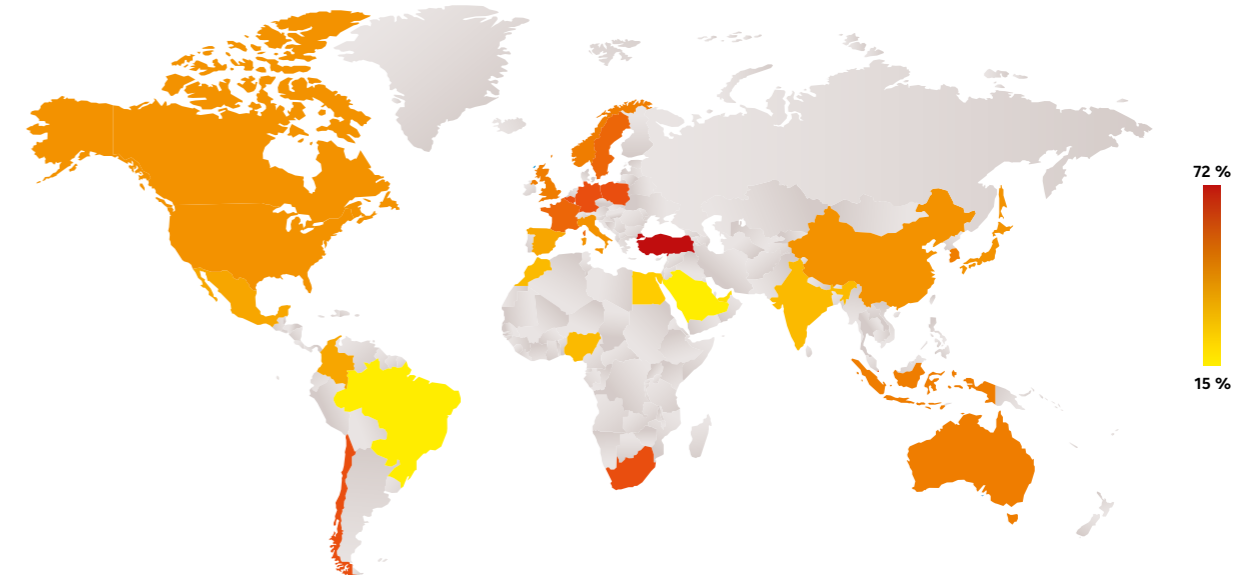
accueillir seront sans doute des compatriotes forcés de changer de région, ce qui facilite la réponse positive.

En Europe, malgré la pression migratoire qu'elle subit déjà, l'Italie se montre la plus ouverte (42%). La France fait partie des pays les plus fermés (26% accepteraient des migrants), en compagnie de pays qui ont soit déjà beaucoup accueilli (l'Allemagne, la Turquie), soit sont opposés à l'immigration sur leur sol (le Japon, la Pologne).

Fig. 13. La propension à refuser d'accueillir les futurs migrants climatiques dans son pays

Q. Si cette situation se réalisait, quelle politique faudrait-il adopter vis-à-vis de ces migrants fuyant les conséquences du changement climatique? « Accueillir un petit nombre d'entre eux » ou « Ne pas les accueillir »

2023  
Base: À tous



### POUR RÉSUMER

- Dans les pays du Sud, la crainte d'être contraint de changer de lieu d'habitation à cause du changement climatique est très présente. Il y a également une appréhension dans certains pays du Nord.
- Mais c'est la crainte de voir affluer des migrants climatiques en grand nombre qui inquiète fortement, en particulier dans les pays déjà soumis à une pression migratoire (dont la France) ou qui s'attendent à de nombreux déplacés de l'intérieur (comme l'Inde).
- Dans la majorité des pays interrogés, l'accueil des réfugiés se voit opposer un refus très clair des populations lorsqu'ils viennent de l'étranger.



## MALGRÉ UNE RÉTICENCE DE PLUS EN PLUS FORTE À RENONCER À LEUR MODE DE VIE, LES CITOYENS-CONSOMMATEURS ESSAIENT DE CHANGER LEURS HABITUDES

### ■ Changer de mode de vie: une injonction de moins en moins efficace

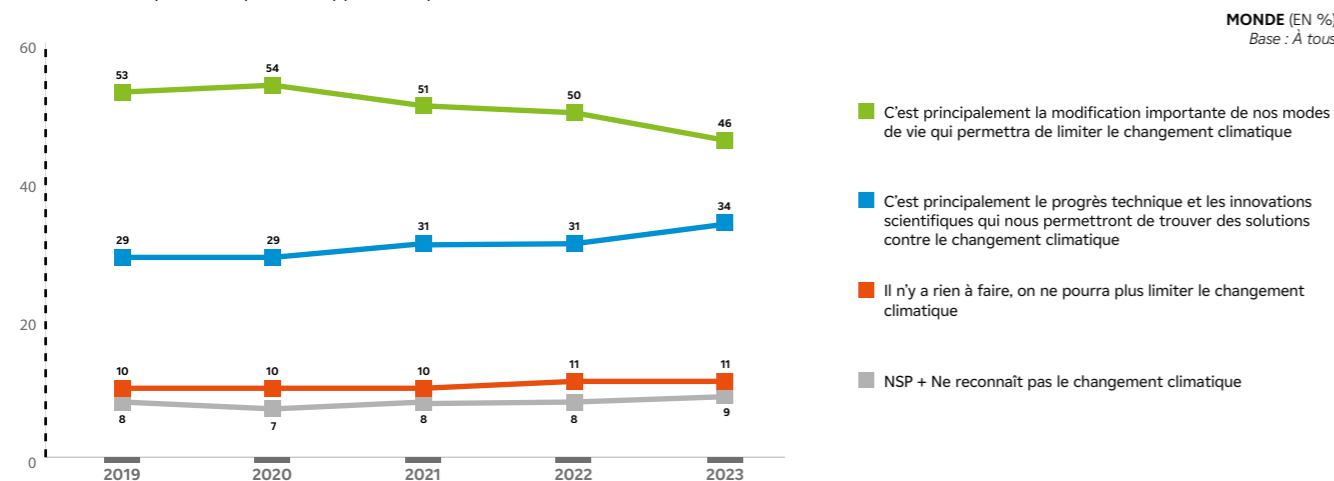
Il y a cinq ans, 53% des habitants de la planète exprimaient le fait que, à l'évidence, on sauverait le climat principalement en changeant nos modes de vie, plutôt qu'en faisant confiance à la technologie (29%). Cinq ans plus tard, la population adhère beaucoup moins à cette injonction au changement: 46%, contre 34% pour l'option technologique — la réponse fataliste «il n'y rien à faire» est stable à 11% (Fig. 14). Dans les pays riches (selon leur niveau de PIB), les résultats sont comparables (45%, 34% et 12%).

Ce raidissement est à l'œuvre sur tous les continents, même si les pays d'Amérique du Sud demeurent plus ouverts (60%). Toutes les catégories de population, notamment les différentes catégories sociales, évoluent de la même manière.

La difficulté à renoncer à certaines habitudes se lit cruellement lorsqu'on examine les attitudes de ceux qui appellent précisément à changer de mode de vie: 28% mangent de la viande au moins une fois par jour (contre 31% pour la moyenne mondiale), et leur recours à la voiture et à l'avion n'est pas atypique non plus.

Fig. 14. Équation climatique: changement de nos modes de vie ou pari technologique

Q. De ces trois opinions, laquelle se rapproche le plus de la vôtre ?



### ■ Sans exonérer les citoyens, c'est aux gouvernements d'agir

Depuis cinq ans, les gouvernements ont, dans leur ensemble et partout dans le monde, donné des signes d'action écologique à leurs concitoyens. Ceux-ci étaient 48% en 2019 à désigner leur gouvernement comme «agissant pour lutter contre le changement climatique»; ils sont 56% en 2023. Traditionnellement plus critique avec ses gouvernants, l'Europe reste plus réservée mais a progressé également. Cette progression des gouvernements est d'autant plus satisfaisante que la lutte contre le changement climatique est clairement leur affaire: 70% des citoyens estiment que c'est aux gouvernants d'agir en priorité, loin devant les citoyens-

consommateurs (43%) et les entreprises (34%).

Si les résultats sont plutôt stables à l'échelle mondiale, ils ont évolué en France: soulageant un peu la pression sur le gouvernement depuis 2019 (de 75% à 66%), les Français accentuent cette année leurs attentes sur les entreprises (61%, +9 points par rapport à 2022), donc sur l'offre de produits et services décarbonés, et ne sont toujours qu'un sur deux à engager les consommateurs à agir. Ce qui traduit bien une résistance d'une partie importante de la population à subir seule les injonctions à changer.

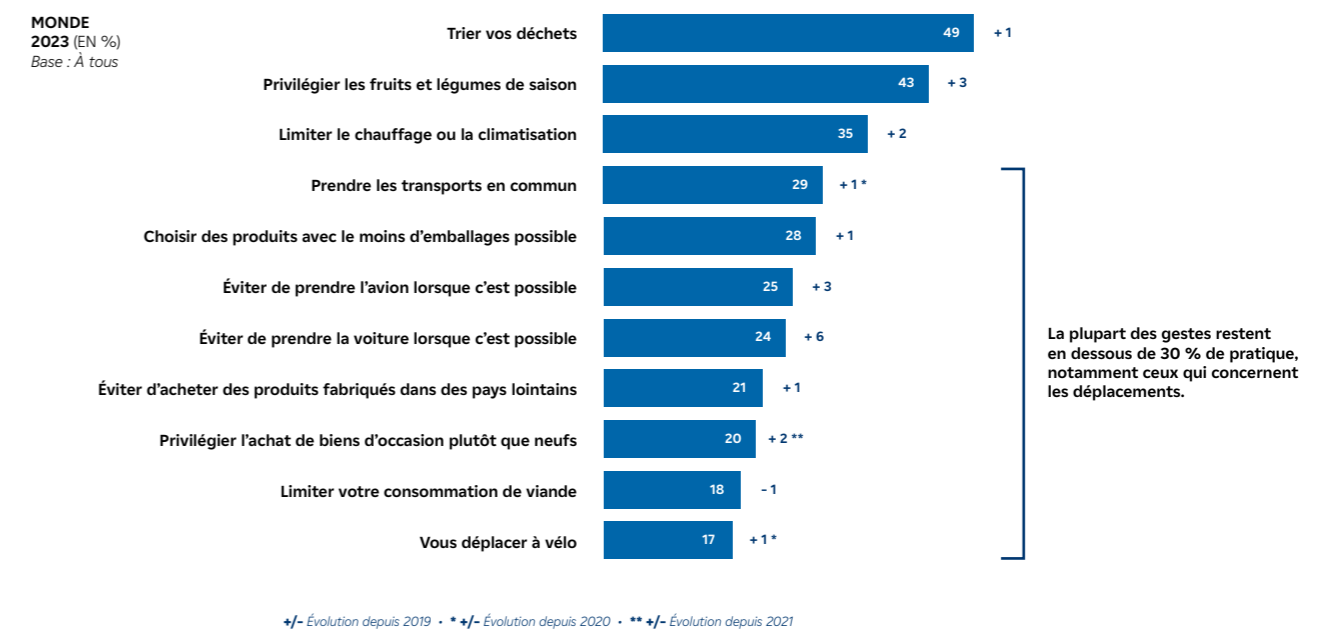
### ■ Des pratiques de consommation minoritaires, mais qui évoluent dans le bon sens

La Figure 15, qui présente les pratiques ancrées dans la durée<sup>10</sup>, montre que les gestes pratiqués le plus systématiquement par la population interrogée sont le tri des déchets<sup>11</sup> et la préférence donnée aux fruits et légumes de saison. Viennent ensuite, mais à des niveaux moindres (un tiers ou moins des répondants), la limitation du chauffage ou de la climatisation, l'attention au suremballage des produits, et le fait de privilégier les

transports en commun. En revanche, lorsque l'on aborde la question des déplacements individuels, de la consommation de viande ou des achats d'occasion, les taux dépassent rarement 30% de pratique systématique ou très fréquente. Or, ce sont précisément ces gestes-là qui influent sur les émissions de carbone des ménages.

Fig. 15. Les actions individuelles qui contribuent à la lutte contre le changement climatique

Q. Voici des actions individuelles qui contribuent à la lutte contre le changement climatique. Pour chacune d'entre elles, dites-moi si : « Vous le faites systématiquement ou presque »



Quand on examine l'évolution des résultats depuis cinq ans, on constate une très légère augmentation de la plupart des comportements, plus marquée néanmoins pour trois d'entre eux (Fig. 16):

- éviter de prendre la voiture: de 18% à 24% (+6 points par rapport à 2019);
- éviter de prendre l'avion: de 22% à 25% (+3);
- privilégier les fruits et légumes de saison: de 40% à 43% (+3).

Les autres gestes qui permettraient de limiter les émissions de CO<sub>2</sub>, comme manger moins de viande ou baisser le chauffage ou la climatisation, n'augmentent pas ou peu (respectivement -1 et +2 points).

La plupart de ces évolutions, notamment le moindre recours déclaré à la voiture et à l'avion, se vérifient sur

tous les continents, y compris en Amérique du Nord. Néanmoins, l'Europe se distingue par des efforts déclarés plus importants sur la voiture et l'avion (+7 points), mais surtout — et c'est évidemment la trace de la crise énergétique depuis 2022 — par une limitation plus forte du chauffage (+6 points en cinq ans, de 35% à 41%), qui a commencé dès 2022 (+2) et s'est prolongée en 2023 (+4). Un effort de sobriété que l'on ne constate nulle part ailleurs.

Attention, toutefois: à l'échelle mondiale, on constate, entre 2022 et 2023, un fléchissement des pratiques de limitation dans le domaine du transport individuel. Les efforts reculent sur la voiture, l'avion, le vélo et les transports publics. De même sur la consommation de viande. L'Amérique du Nord et l'Asie sont les zones où les efforts se relâchent le plus en ce qui concerne la

10. C'est-à-dire réalisées «systématiquement ou presque» selon les interviewés.

11. Le tri des déchets est une pratique très européenne: 73% des Européens le pratiquent systématiquement, contre 53% des Nord-Américains, 43% des Sud-Américains, 40% des Asiatiques et 26% en Afrique et au Moyen-Orient.

voiture et l'avion, confirmant d'ailleurs les données sur l'augmentation du trafic aérien cette année. Il est trop tôt pour en conclure qu'on assiste à un retournement

de tendance, mais les indicateurs de 2023 montrent l'essoufflement indéniable, dans ces pays, d'un effort général qui n'était déjà pas massif.

## Les Français poursuivent leurs efforts, qui sont plus marqués qu'ailleurs

Les résultats des Français sont nettement plus encourageants. D'abord, parce qu'ils sont plus nombreux qu'ailleurs (y compris en Europe) à privilégier les produits de saison, à déclarer limiter le recours aux transports individuels (avion et voiture) et à limiter le chauffage. Mais, surtout, leurs efforts se sont poursuivis entre 2022 et 2023. C'est particulièrement spectaculaire pour le recours à la voiture: 22% disaient l'éviter en 2019, contre 37% aujourd'hui (Fig. 16).

Il reste néanmoins un écart important entre les efforts déclarés, qui traduisent une forme de prise de conscience, et les fréquences de recours à la voiture et à l'avion enregistrées à un autre moment du questionnaire auprès des interviewés. De fait, en France comme dans le monde, on ne trouve pas, dans les comportements déclarés, la trace des efforts déclarés: en 2023, 45% des Français prennent leur voiture tous les jours ou presque,

contre 46% en 2021 (première année où la question a été posée). Et 47% recourent à l'avion au moins une fois par an (46% en 2021). Ce décalage interroge. Il peut signifier que les efforts réels ne sont pas encore assez massifs ou assez fréquents pour changer le regard des consommateurs sur leur dépendance à la voiture, par exemple. Essayer d'éviter la voiture, même fréquemment, ne change pas l'impression de l'utiliser tous les jours en moyenne.

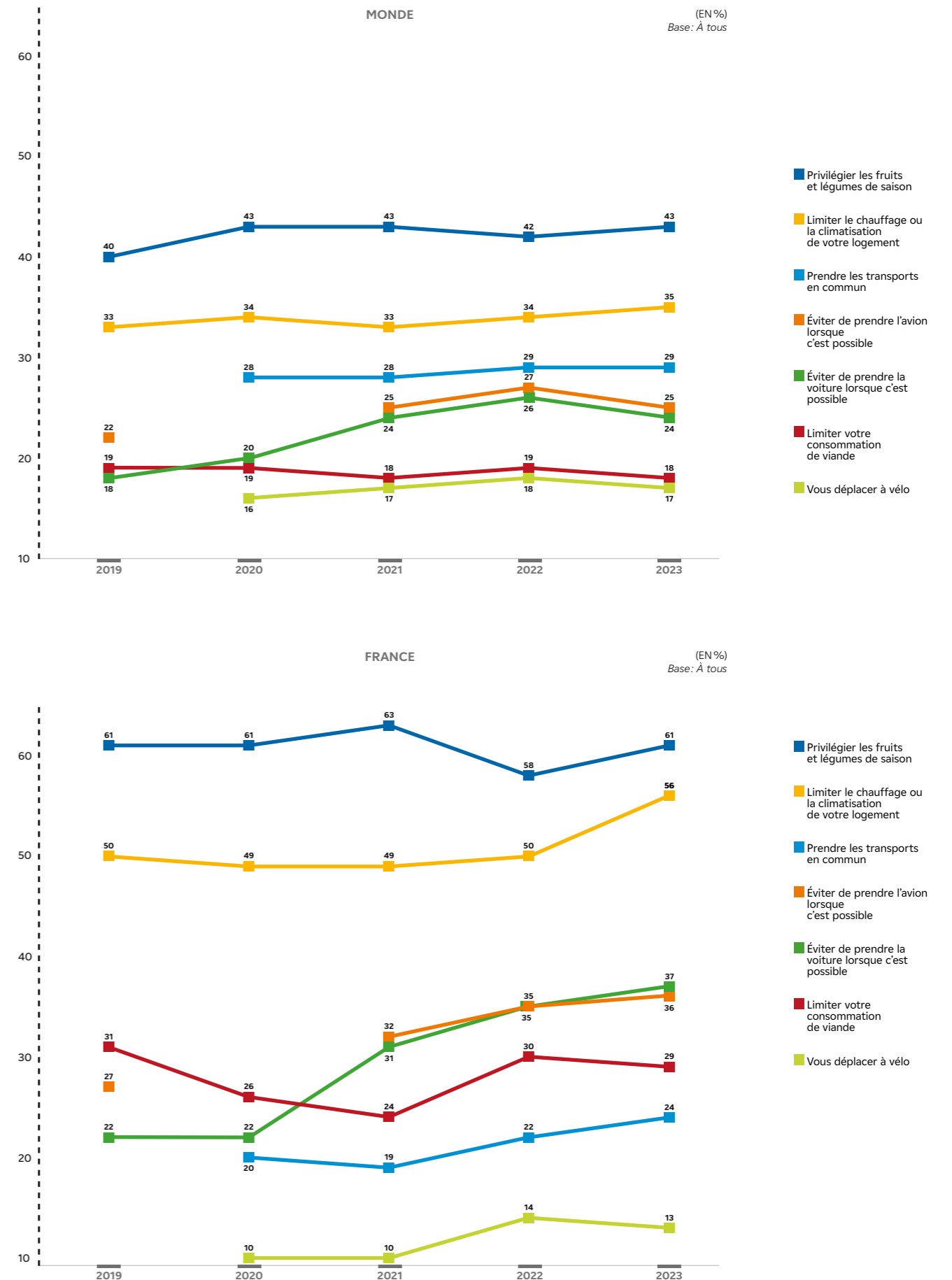
En revanche, il est un domaine où, toujours en France, les efforts rejoignent les consommations déclarées: sur la consommation de viande, on mesure une baisse de la fréquence de la consommation quotidienne assez nette entre 2021 et 2023 (42% en 2021 contre 35% en 2023, soit 7 points en deux ans). Ce qui est assez considérable. Mais, là encore, il est permis de s'interroger sur l'impact de l'inflation des prix de l'alimentation pendant cette période...



**4 citoyens sur 10 déclarent systématiquement privilégier les fruits et légumes de saison... mais seuls 2 sur 10 déclarent limiter systématiquement leur consommation de viande.**

**Fig. 16. L'évolution des actions individuelles qui contribuent à la lutte contre le changement climatique**

Q. Voici des actions individuelles qui contribuent à la lutte contre le changement climatique. Pour chacune d'entre elles, dites-moi si : « Vous le faites systématiquement ou presque »



## ■ Une information toujours incomplète

Ce décalage entre l'urgence ressentie en faveur du climat et le manque d'entrain pour limiter son empreinte carbone individuelle repose, en partie, sur un manque d'information sur les causes du changement climatique. En 2023, on constate toujours que, pour la très grande majorité du public, les émissions les plus importantes de CO<sub>2</sub> sont avant tout le fait de l'industrie, des centrales fossiles, de la déforestation et des transports, soit (pour les trois premiers) des facteurs sur lesquels

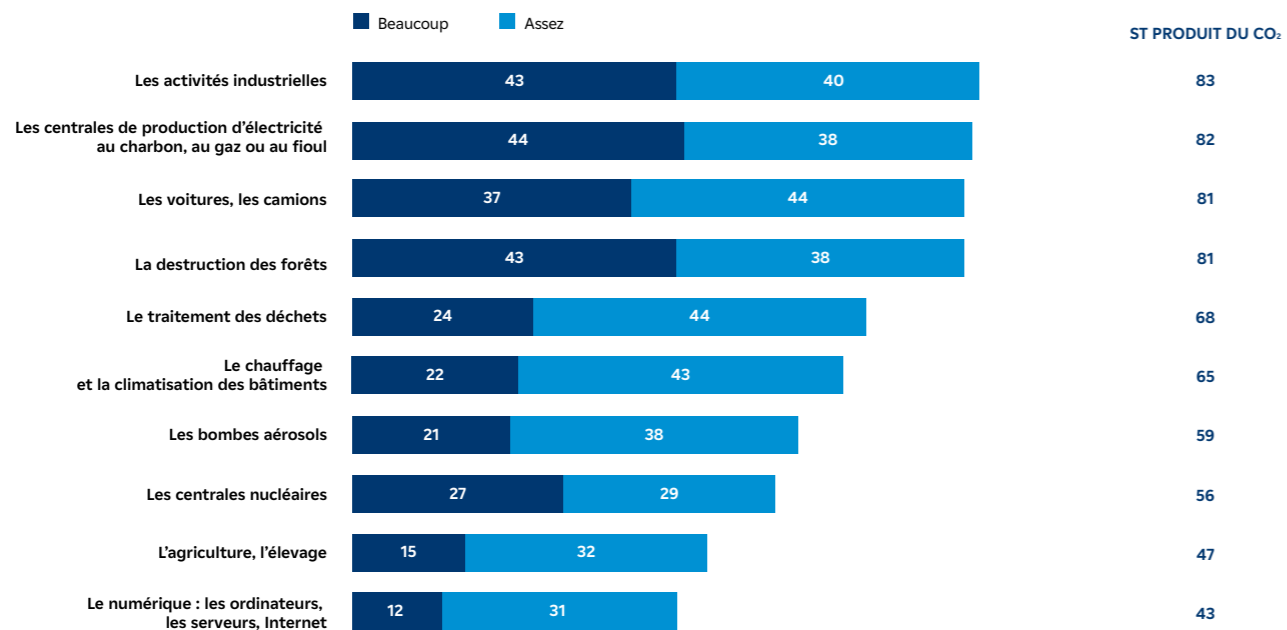
les consommateurs n'ont pas de prise directe. Le chauffage, en revanche, apparaît comme secondaire (Fig. 17).

Mais il y a surtout deux secteurs qui sont très minorés : l'agriculture et le numérique, dont les émissions dépendent directement, au moins en partie, des modes de consommation, et qui ne semblent pas connectés à la question climatique. On touche peut-être ici la raison de la stabilité des habitudes dans ces domaines.

Fig. 17. L'opinion sur les secteurs émetteurs de CO<sub>2</sub>

Q. Pour chacune des activités suivantes, dites-moi si, selon vous, elle produit beaucoup, assez, peu ou pas du tout de CO<sub>2</sub>, le gaz à effet de serre qui provoque le changement climatique ?

MONDE  
2023 (EN %)  
Base : À tous



### POUR RÉSUMER

- L'injonction faite aux populations de changer leur mode de vie atteint de plus en plus ses limites. Les populations considèrent que la clé du sauvetage climatique est entre les mains des gouvernements, beaucoup moins à la main des citoyens.
- Pour autant, ceux-ci déclarent de plus en plus faire des efforts pour consommer de façon plus écologique, notamment en renonçant davantage à la voiture.
- L'Europe a été contrainte à la sobriété énergétique, mais celle-ci semble entrer dans les habitudes. La France apparaît en pointe dans ce mouvement, ainsi que pour limiter le recours à la voiture. Il faudrait néanmoins que l'information des consommateurs soit plus précise, afin de les amener à prioriser les efforts sur les vrais leviers de décarbonation des usages.

## POLITIQUES CLIMATIQUES: LES MARGES DE MANŒUVRE DES GOUVERNANTS SE RÉTRÉCISSENT, LA FRANCE SE CRISPE

Les gouvernements sont donc appelés à agir, et la population trouve qu'ils sont effectivement plus actifs qu'avant. Quel est alors leur avis sur des mesures à l'étude ou déjà en application dans diverses parties du monde ?

Cette année, nous avons scindé les mesures en deux familles :

- celles qui contraignent les individus : elles sont testées en termes d'acceptabilité ;
- celles qui concernent les infrastructures : elles sont testées en termes de favorabilité.

### ■ Mesures contraignantes : une acceptabilité problématique dans les pays développés

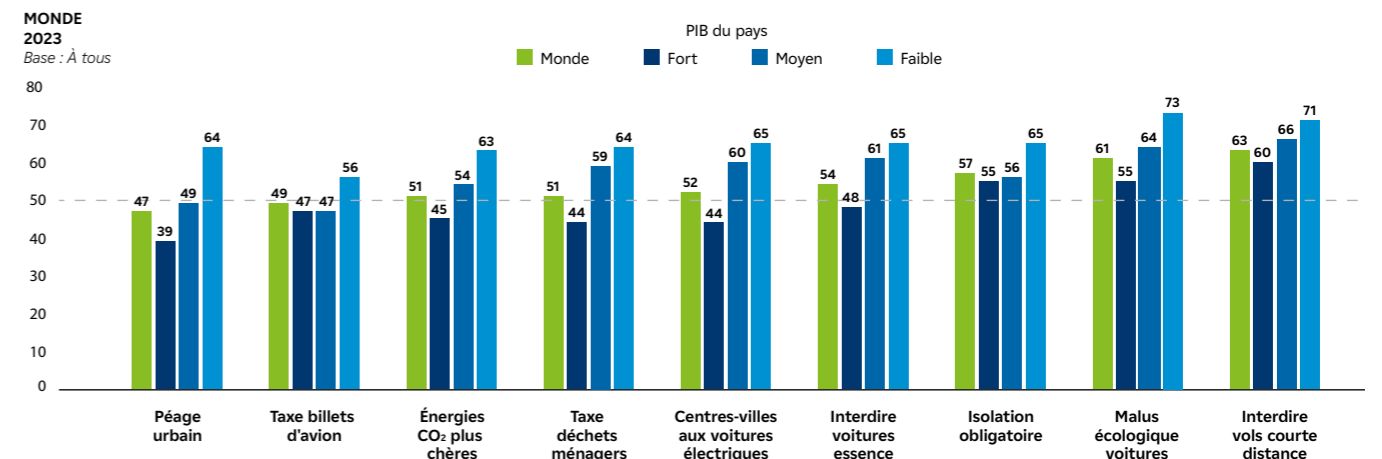
À la vue de la plupart des scores d'acceptabilité recueillis par les mesures testées, on réalise qu'on est assez loin des seuils de consensus nécessaires pour les faire adopter sans encombre par les gouvernants (Fig. 18). À l'échelle mondiale, les normes contraignantes ciblant les déplacements sont celles qui recueillent l'acceptabilité la plus faible, certes souvent supérieure à 50 %, mais rarement supérieure à 60 %. Deux mesures font exception et semblent moins irritantes : l'interdiction des vols courte distance (63 %) et le malus écologique (61 %), mesures qui ont pour elles de ne pas concerner tout le monde.

De la même façon, les mesures qui ont un impact financier sont mal acceptées : les taxes sur les billets d'avion, les déchets ménagers ou les émissions de CO<sub>2</sub> (la taxe carbone) ne sont acceptables qu'à hauteur de 50 % environ. L'obligation faite aux propriétaires d'isoler leur logement est mieux acceptée (tout le monde n'est pas propriétaire...) sans faire consensus néanmoins.

Mais le plus étonnant, à première vue, est le gouffre qui sépare les pays riches des pays pauvres. Dans les pays occidentaux, l'acceptabilité des mesures est bien plus faible que dans les pays pauvres, en particulier lorsqu'elles concernent la voiture. Une première raison vient naturellement à l'esprit : c'est dans les pays riches que le recours quotidien à la voiture est le plus élevé. Mais il y en a peut-être une autre, énoncée par Emiliano Grossman et Charlotte Halpern dans un chapitre de notre livre collectif sur l'Obs'COP : « Cette différence presque systématique pose la question de la manière dont les répondants perçoivent la réalité ou la probabilité de mise en œuvre des mesures proposées. On peut imaginer que, dans les pays les plus pauvres de l'échantillon, ces questions sont relativement abstraites ou ont peu de chances de devenir contraignantes. À l'inverse, dans les pays riches, ces mesures sont actuellement à l'agenda ou en cours de déploiement. »<sup>12</sup>

Fig. 18. L'acceptabilité des mesures en faveur du climat en fonction du niveau de PIB du pays

Q. Voici des mesures que l'on pourrait adopter dans votre pays pour réduire les émissions de gaz à effet de serre. Pour chacune d'entre elles, dites-moi si elle vous paraît : « Très acceptable » ou « plutôt acceptable »



12. WITKOWSKI Didier et BOY Daniel. Une planète mobilisée ? L'opinion mondiale face au changement climatique. EDF. 2023. pp. 112-119. En ligne : <<https://www.edf.fr/groupe-edf/observatoire-international-climat-et-opinions-publiques>>

À l'échelle mondiale, contrairement aux comportements écologiques qui progressent plutôt, les mesures contraignantes sont de moins en moins bien acceptées. Pour toutes celles pour lesquelles nous possédons un historique remontant au moins à 2021, l'acceptabilité

baisse: limiter l'accès aux centres-villes (- 2 points par rapport à 2019), rendre l'isolation obligatoire (- 6 points par rapport à 2019), interdire la vente des voitures à essence (- 4 points par rapport à 2021). Les marges de manœuvre des gouvernants diminuent partout.

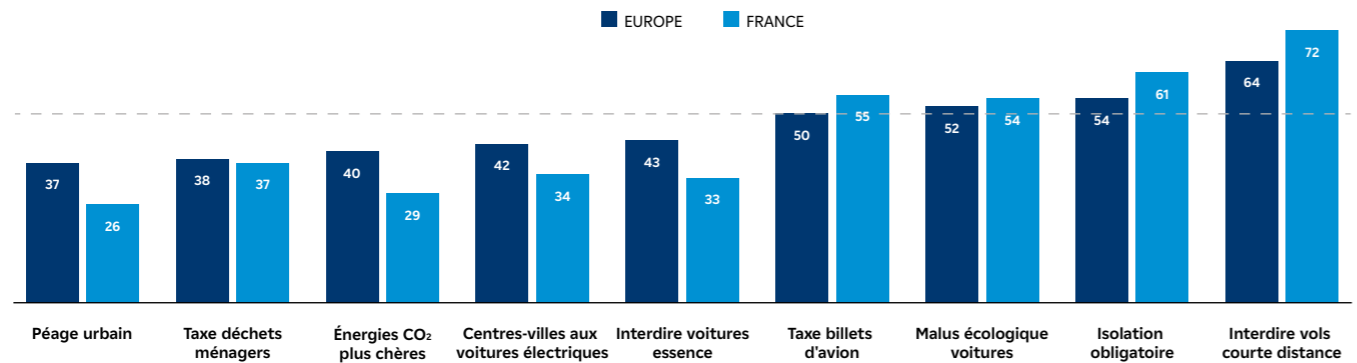
## ■ Sur la voiture, la France se raidit encore davantage que les Européens

Comment la France se situe-t-elle dans l'ensemble des neuf pays européens de notre échantillon? Sur la taxe avion et le malus écologique, les Français ont la même attitude que la moyenne européenne (Fig. 19). Ils sont même plus favorables à la contrainte sur l'isolation et à la suppression des vols courte distance. En revanche, ils apparaissent vent debout contre tout ce qui pénalise la voiture, son prix de revient ou sa liberté de circuler. Le contraste est même saisissant.

L'acceptabilité est de plus de 10 points inférieure aux autres pays européens pour ce qui est des péages urbains (qui heurtent notre culture d'égalité territoriale), de la taxe carbone, des limitations d'accès aux centres-villes ou de l'interdiction des voitures thermiques, pourtant à l'agenda du *green deal* européen. Toutes ces mesures s'attirent la foudre de plus des deux tiers des Français (et des trois quarts en ce qui concerne les péages urbains).

Fig. 19. L'acceptabilité des mesures en faveur du climat en Europe et en France

Q. Voici des mesures que l'on pourrait adopter dans votre pays pour réduire les émissions de gaz à effet de serre. Pour chacune d'entre elles, dites-moi si elle vous paraît : « Très acceptable » ou « Plutôt acceptable »



Depuis 2020, les Français se raidissent de plus en plus: la contestation monte face à l'obligation d'isoler les logements (- 8 points), la taxe carbone (- 6 points) et,

spécifiquement entre 2022 et 2023, l'interdiction de vendre des voitures thermiques (- 9 points).

## ■ Transport aérien, routes, habitat: changer de modèle?

Cette année, nous avons testé trois mesures envisageables, qui concernent les infrastructures et qui circulent dans le débat public français, notamment à l'instigation des mouvements écologistes. Il s'agit de: - l'interdiction de construire de nouveaux aéroports; - l'interdiction de construire de nouvelles autoroutes; - la densification des villes en limitant les maisons individuelles au profit d'immeubles collectifs.

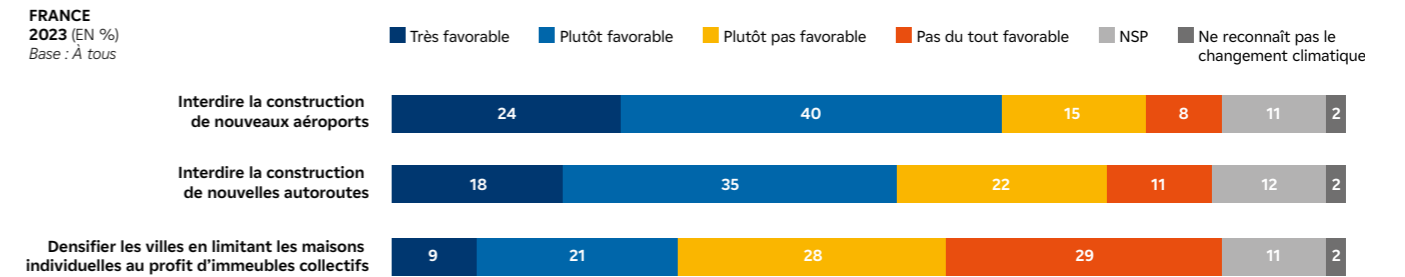
(Fig. 20). On découvre ainsi des Français favorables à 64% (contre 23%) à l'interdiction de construire de nouveaux aéroports, et ce, de façon assez consensuelle selon les générations, les catégories sociales et même les préférences politiques. La majorité apparaît moins solide pour interdire de nouvelles autoroutes (53% y sont favorables, contre 33% qui y sont opposés), mais les résultats surprennent dans un pays aussi attaché à la voiture. Si la fréquence d'utilisation de la voiture n'influe pas sur les réponses, en revanche, les moins de 35 ans y sont moins favorables que les 50-64 ans (50 %

contre 59%), la droite y est moins favorable que la gauche (50% contre 66%), et les habitants d'Île-de-France (peut-être parce qu'ils les fréquentent davantage) souhaitent également moins que les autres le renoncement à de nouvelles autoroutes (44 %).

En revanche, il y a un refus clair et net de limiter les maisons individuelles au profit des logements collectifs: seuls 30% y sont favorables, tandis que 57% y sont opposés, et même très opposés pour 29%. Cette mesure n'obtient aucun soutien supérieur à 40%, sauf chez les sympathisants écologistes et Renaissance.

Fig. 20. La favorabilité à certaines mesures pour le climat

Q. Et voici d'autres mesures que l'on pourrait adopter dans votre pays pour réduire les émissions de gaz à effet de serre. Pour chacune d'entre elles, dites-nous si vous y êtes :



À l'échelle mondiale, ces trois mesures suscitent des réponses très partagées: 43% favorables contre 44% opposés à la densification des villes, 39% contre 49% pour interdire de nouvelles autoroutes, 46% contre 41% pour interdire de nouveaux aéroports. Mais, en réalité, les pays répondent de façon très contrastée: la Figure 21 résume

les principales positions nationales pour chacune de ces mesures. Il faut tout de même tenir compte du fait que ces débats ne sont sans doute pas présents dans tous les pays, qu'ils sont une traduction du contexte français, et que les interviewés, dans certains cas, n'avaient jamais réfléchi au sujet avant de répondre à la question.

Fig. 21. Les pays les plus et les moins favorables à ces mesures pour le climat

Q. Et voici d'autres mesures que l'on pourrait adopter dans votre pays pour réduire les émissions de gaz à effet de serre. Pour chacune d'entre elles, dites-nous si vous y êtes: très favorable; plutôt favorable; plutôt pas favorable; pas favorable du tout; vous ne savez pas.

	Interdire la construction de nouveaux aéroports	Densifier les villes en limitant les maisons individuelles au profit d'immeubles collectifs	Interdire la construction de nouvelles autoroutes
Pays les plus favorables	Inde France Turquie Belgique Indonésie	Inde Indonésie Égypte Chine Arabie saoudite Nigeria Émirats arabes unis Singapour	Inde Turquie Égypte France Indonésie
Pays les plus défavorables	Maroc Suède Australie Norvège Nigeria	Belgique Royaume-Uni France Corée du Sud Norvège Japon	Canada Allemagne Australie Suède Norvège Pologne Maroc Colombie

## ■ Politiques d'adaptation: peu de visibilité pour l'instant, sauf en Asie

Le volet «adaptation» des politiques climatiques ne suscite l'attention que depuis quelques années, à l'instigation d'ailleurs du GIEC et de l'ONU. Les citoyens, pour l'instant, sont partagés pour reconnaître que leur gouvernement a pris le sujet à bras-le-corps. Sur les 25 pays où nous avons pu poser la question<sup>13</sup>, 47% estiment que le gouvernement ou les autorités locales s'occupent de l'adaptation de leur pays aux conséquences du changement climatique, tandis que 41% sont d'un avis contraire (Fig. 22). Les résultats sont partagés dans de nombreux pays, mais certains semblent plutôt en avance, en tout cas selon leurs populations, et ils sont plutôt asiatiques, à l'exception notable du Japon. Ainsi, les autorités des pays comme l'Inde, Singapour, l'Indonésie, la Chine, mais aussi la Colombie et le

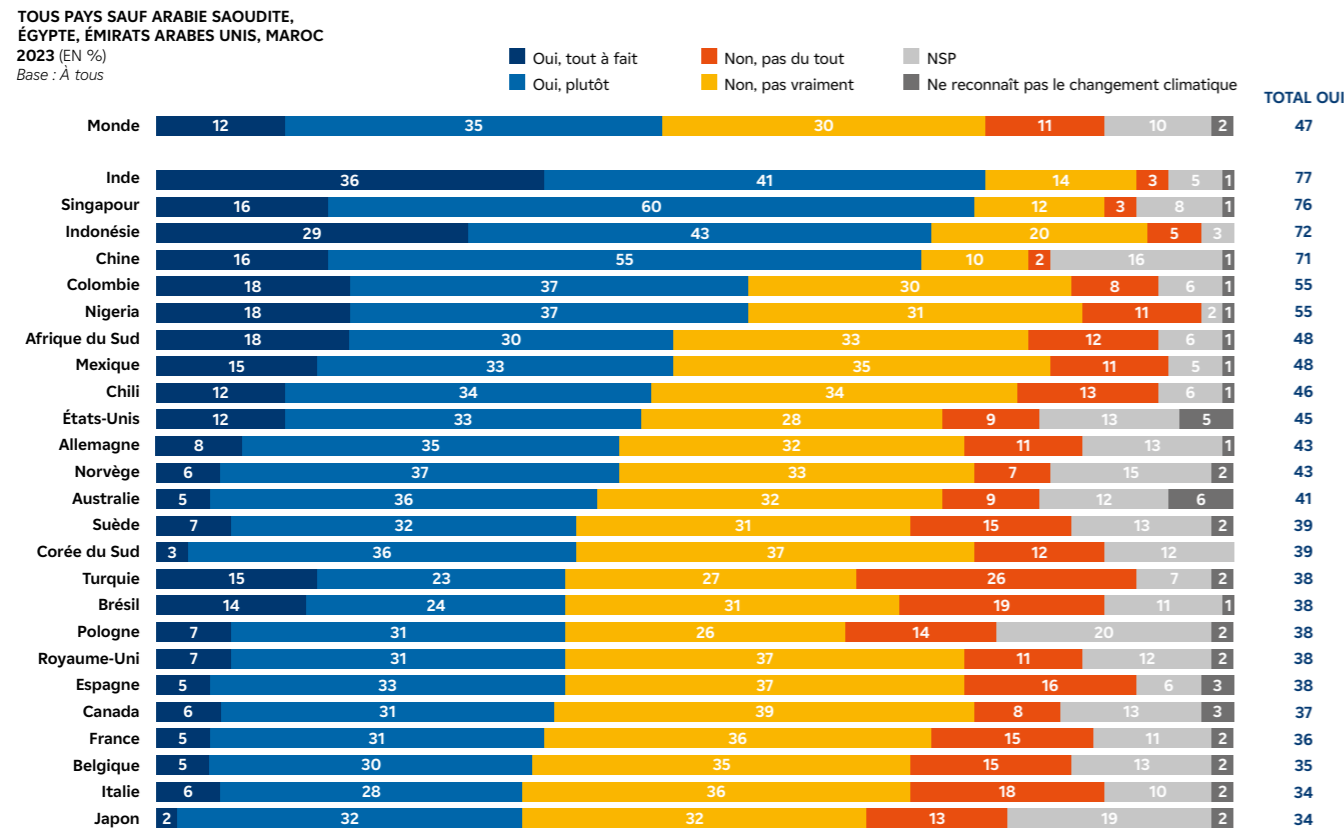
Nigeria, sont plutôt louées pour leur action, même si les réponses «tout à fait» ne sont fortes qu'en Inde et en Indonésie, deux pays qu'on peut qualifier d'avant-gardistes (en tout cas, aux yeux de leur population).

Certains pays, à l'inverse, se distinguent par des réponses critiques plus fortes émises par la réponse «pas du tout» en pourcentage plus élevé: la Turquie, le Brésil et l'Espagne. Les deux premiers apparaissent plus polarisés sur cette question, car la part des réponses «tout à fait» est également plus forte.

C'est en Europe centrale et du Sud, au Japon et au Canada que les politiques d'adaptation sont les moins visibles des populations (et/ou les moins développées).

Fig. 22. La visibilité des politiques d'adaptation aux conséquences du changement climatique

Q. Diriez-vous que le gouvernement ou les autorités locales s'occupent de l'adaptation de votre pays aux conséquences du changement climatique (abandonner certaines zones côtières, végétaliser les villes, changer certaines espèces cultivées...)?



13. Les quatre pays exclus sont le Maroc, l'Égypte, les Émirats arabes unis et l'Arabie saoudite.

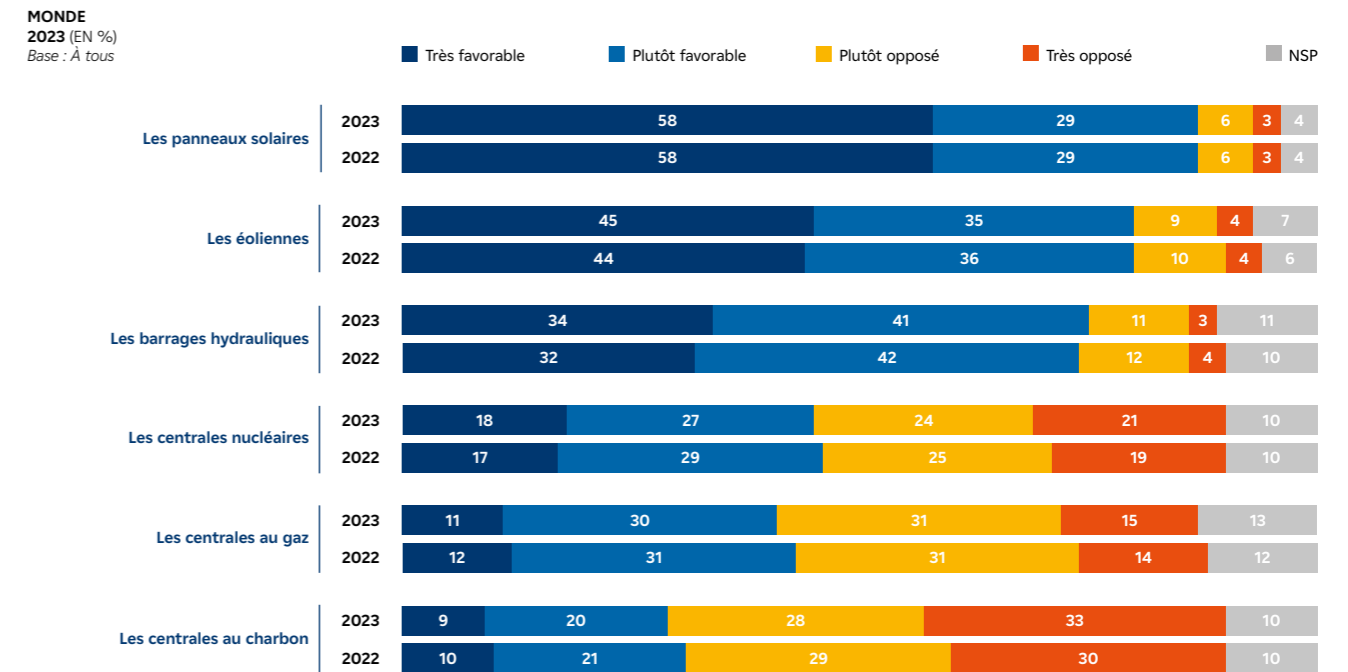
## ■ Production d'électricité: les renouvelables demeurent consensuels, le nucléaire confirme son retour en grâce

L'année dernière, sous le coup de la crise énergétique consécutive à l'invasion de l'Ukraine, et en ce qui concerne spécifiquement la production d'électricité, toutes les sources d'énergies progressaient en légitimité, comme si elles étaient toutes bonnes à prendre. En 2023, le paysage n'est pas bouleversé, bien que le soutien au charbon et au gaz baisse de deux points, et le nucléaire

d'un point. La hiérarchie des énergies reste donc essentiellement tripolaire: les énergies renouvelables sont très largement acceptées (75% et plus), tandis que les centrales au charbon ne sont soutenues que par 29% de la population interrogée. Les centrales au gaz et nucléaires restent des énergies discutées, avec leurs partisans et leurs détracteurs, faisant quasiment jeu égal (Fig. 23).

Fig. 23. Le soutien aux différents modes de production d'électricité

Q. Pour produire l'électricité dont vous aurez besoin à l'avenir dans votre pays, êtes-vous favorable ou opposé à chacun des modes de production suivants?





En ce qui concerne le nucléaire, la progression est très sensible depuis deux ans: + 6 points, et elle l'est particulièrement en Europe (+ 12). Certains pays historiquement anti-nucléaires, comme l'Allemagne et l'Italie, qui avaient connu des hausses de soutien respectives de + 15 et de + 17 points, progressent encore (+ 3 en Allemagne) ou restent stable (Italie), et ne peuvent donc plus être qualifiés d'anti-nucléaires (ni de pro-nucléaires). Les Allemands

sont 47% à soutenir l'atome civil (contre 43% à s'y opposer), et les Italiens 43% contre 46%.

Sept pays dans le monde soutiennent le nucléaire à plus de 55%: l'Inde, la Chine, la France, la Pologne, l'Égypte, l'Arabie saoudite et la Suède, la plupart ayant des projets de nouvelles centrales.

## POUR RÉSUMER

- **L'acceptabilité des politiques climatiques, notamment lorsqu'elles contraignent les libertés individuelles, est le vrai point noir de cette étude:**
  - Dans les pays à PIB élevé notamment, les politiques visant à restreindre le coût ou la liberté de circulation en voiture se voient opposer un refus catégorique.
  - Les seules ouvertures concernent l'interdiction des vols courte distance et le malus écologique. Mais la taxe carbone sur les énergies, compte tenu du contexte inflationniste que connaissent toutes les économies, est hors de question, notamment en Europe.
  - Autre point de crispation: la remise en cause de la maison individuelle, inacceptable particulièrement en France.
- Certaines décisions concernant les infrastructures sont **acceptables** dans un assez grand nombre de pays, dont la France: **ne plus construire d'aéroports ou d'autoroutes supplémentaires.**
- L'autre versant des politiques climatiques (celles qui concernent l'adaptation au changement) n'est pas très visible de la part du public mondial, à part dans quelques pays qui semblent pionniers et situés plutôt en Asie.
- Dans le domaine énergétique, la donne ne change réellement que pour le nucléaire qui poursuit son retour en grâce, notamment en Europe.

## CONCLUSION

La vague 2023 de l'Obs'COP ne reproduit pas les évolutions qui nous avaient alarmés en 2022: progression du climatoscepticisme et du relativisme des conséquences du réchauffement, baisse de la priorité environnementale face au besoin de croissance. Au contraire, la survenue de nombreux événements climatiques entretient l'idée que l'évolution du climat va rendre la vie plus difficile, des endroits inhabitables, voire provoquer des migrations – que de nombreux pays voient d'ailleurs d'un mauvais œil. Le climatoscepticisme, malgré une nouvelle offensive sur les réseaux sociaux cette année, ne progresse plus.

Tout cela se produit néanmoins sans accentuer fortement l'inquiétude des populations. Les citoyens-consommateurs ont le sentiment de faire leur part, et leurs efforts se sont effectivement accentués, même si c'est parfois pour des raisons économiques. Les gouvernements sont plus que jamais sommés d'agir, d'adapter les infrastructures, de renoncer à certaines, mais sans réduire les libertés de circuler ou d'habiter comme on le souhaite, sans remettre en cause les modes de vie, peut-être en pariant sur la technologie. Un tiraillement, en somme, une sorte de « en même temps » appliqué à la lutte pour le climat. ■



ÉDITION  
**EDF - Direction des Études**  
22-30 avenue de Wagram - 75008 Paris

DIRECTION  
**Didier WITKOWSKI** (Direction des Études EDF)

COORDINATION ÉDITORIALE  
**Anne-Cécile LAFOURCADE**  
(Direction des Études EDF)

PRODUCTION  
**Anne-Cécile LAFOURCADE, Guillaume MILHE,**  
**Arnaud TAGGER, Didier WITKOWSKI**  
(Direction des Études EDF)



Enquête internationale conçue par la **Direction des Études EDF**  
et réalisée par l'**institut Ipsos**



**Brice TEINTURIER** (Directeur général délégué)

Au sein de la Direction Corporate Reputation

**Guillaume PETIT** (Directeur)  
**Estelle CHANDEZ** (Directrice adjointe)  
**Margaux SCHMITT** (Chargée d'études sénior)

CONCEPTION GRAPHIQUE ET RÉALISATION



IMPRESSION  
**Imprimerie Frazier**

**Obs'COP 2023**  
Observatoire international  
Climat et Opinions Publiques

Retrouvez l'ensemble des résultats de l'Obs'COP 2023  
et bien d'autres contenus sur :

**[www.edf.fr/observatoire](http://www.edf.fr/observatoire)**



Ce papier est issu de forêts gérées durablement et de sources contrôlées.

Imprimé en France.  
Dépôt légal : novembre 2023.  
ISBN : 978-2-9555487-5-2



EDF SA  
22-30 avenue de Wagram  
75382 Paris Cedex 08 - France  
Capital de 2 000 466 841 euros  
552 081 317 R.C.S. Paris  
[www.edf.fr](http://www.edf.fr)

## Obs'COP 2023

Observatoire international  
Climat et Opinions Publiques

[www.edf.fr/observatoire](http://www.edf.fr/observatoire)

L'énergie est notre avenir, économisons-la!